

l'imprescor

correspondance de presse internationale

BIMENSUEL N°21 13 mars 1975 35fb, 4ff, 3fs

CAMBODGE

l'offensive
de
la saison
sèche





● sommaire

CAMBODGE	L'offensive de la saison sèche, P. Rousset	p. 3
PORTUGAL	Le Mouvement des Forces Armées et les élections, A. Udry	p. 6
FRANCE	PC-PS : Une querelle bien contrôlée, A. Puech	p. 14
THAILANDE	Une situation instable, P. Rousset	p. 18
MAROC	Le Palais face à la crise, A. Tariq	p. 26
DOCUMENT	La récession internationale -- Résolution du Comité Exécutif International de la IVème Internationale	p. 31
BELGIQUE	Une victoire pour les ouvriers de Glaverbel	p. 41
SRI LANKA	Les réformistes annulent la grève générale	p. 43
FINLANDE	Publication d'un journal trotskiste	p. 45
USA	Marche contre le racisme le 17 mai	p. 46
YUGOSLAVIE	Praxis supprimée !	p. 47
TCHECOSLO- VAQUIE	Liberté pour Ivan Dejmal !	p. 48

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 50; FS 35; FB 400, \$can 10.
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 18 par an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

l'offensive de la saison sèche

"Les troupes de Lon Nol ont perdu la route du Mékong qui constituait la principale voie d'acheminement du ravitaillement de Phnom Penh...", écrit une dépêche de l'Agence France Presse (l'Humanité, quotidien français, du 19 février 1975). C'est le 1er janvier, avec l'arrivée tardive de la nouvelle saison sèche, que l'offensive en cours fut déclenchée. Elle s'avère déjà être l'une des plus importantes engagées par le FUNK durant ses cinq années d'existence.

Phnom Penh asphyxiée

C'est, avant tout, la première fois que les révolutionnaires cambodgiens tentent sérieusement de prendre le contrôle du Mékong qui relie Saïgon à Phnom Penh. Et avec succès. Durant la saison sèche 1973-74 seul le réseau routier avait été coupé (Voir Inprecor N° 13). La capitale cambodgienne restait ouverte au trafic aérien et fluvial. En fait, 80% du ravitaillement passait par le Mékong. Depuis plusieurs semaines aucun convoi n'a pu forcer le barrage et les forces du FUNK tiennent maintenant solidement les rives du fleuve sur toute sa longueur, hors quelques poches réduites. D'amples opérations viennent pourtant d'être engagées conjointement par Saïgon et Phnom Penh -- avec combinaison d'attaques aériennes, fluviales et terrestres -- pour briser le blocus. En vain.

C'est aussi la première fois que les combats prennent une telle envergure. L'effort principal porte sur le Mékong. Mais le FUNK a simultanément accentué sa pression sur toute la périphérie de Phnom Penh et lancé des attaques contre la plupart des capitales provinciales sous contrôle fantoche : Siem Reap, Svay Rieng, Kompong Speu, Prey Veng, Takeo, Kompong Chnang... La situation de ces centres provinciaux devient d'autant plus précaire que Lon Nol doit rapatrier des troupes qui y étaient stationnées pour renforcer la défense de Phnom Penh.

On apprenait le 18 février la chute de la ville de Muong Russei encerclée depuis près de 6 mois. Ce centre de 10.000 habitants est situé dans la

province occidentale rizicole de Battambang (le FUNK y a récupéré 2.000 tonnes de riz).

Cette victoire manifeste la présence des forces révolutionnaires dans une province qui, malgré ses traditions de luttes paysannes (1967) était moins touchée que les autres par la guerre : le FUNK évitait de pousser les offensives à proximité de la frontière thaïlandaise pour ne pas donner à Bangkok prétexte à intervention. Depuis, le grignotage des positions fantoches dans cette province se poursuit.

C'est maintenant la périphérie de la capitale cambodgienne qui est soumise à une dure pression. L'aéroport de Pochentong, notamment, est menacé depuis la perte par l'armée fantoche de l'importante position de Tuol Leap. Cela pourrait permettre au FUNK de mettre l'aéroport à portée des canons de 105, beaucoup plus précis que les roquettes de 107 et 122 mm actuellement utilisées. Au nord, la 7ème division lon nollienne a subi de lourdes pertes et la reprise de l'ancienne capitale royale d'Outong par le FUNK élargit notablement ses voies de passage. De façon générale l'étau se resserre peu à peu sur toute la périphérie de Phnom Penh.

Selon Newsweek (du 3 mars 1975), l'armée fantoche a perdu durant les deux premiers mois de combat environ 10.000 hommes, soit le cinquième de ses effectifs totaux.

Le pont aérien

Le gouvernement américain n'est pas resté inactif face à cette situation mais se heurte à de graves difficultés pour assurer l'aide nécessaire à Lon Nol et son régime. Il met en jeu de nouvelles armes telles la bombe CBU-55 (Cluster Bomb Unit) qui, outre un pouvoir de destruction accru absorbe, selon l'AFP, l'oxygène de l'air sur un rayon de 32 mètres et tue par là instantanément toute vie humaine. C'est un véritable pont aérien qui est progressivement mis en place entre la base thaïlandaise U.S. d'Utapao et Phnom Penh. Les compagnies " privées " World Airways et Airlift International viennent en renfort à la compagnie

de la CIA, Bird Air. Pilotes américain et taïwanais assurent les transports. Un deuxième pont aérien est mis en place entre Saïgon et la capitale cambodgienne.

Mais les coûts de ces ponts aériens est énorme. L'aéroport de Pochentong (Phnom Penh) est trop petit pour assurer le trafic nécessaire. Et il est déjà soumis à des bombardements du FUNK qui ont détruit une partie des installations. Le trafic aérien a déjà dû être suspendu une fois, du fait des tirs de roquettes et semble avoir du mal à maintenir son débit maximum.

Le président G. Ford demande avec insistance une rallonge de 222 millions de dollars du crédit militaire et de 100 millions de dollars d'aide alimentaire pour faire face à ces besoins. Mais le Congrès US semble réticent. Après les sénateurs Mansfield et Kennedy, l'ancien sénateur Fullbright s'est opposé aux exigences gouvernementales en affirmant que la sécurité des USA "n'est pas menacée en Indochine. Les coûts sont exorbitants et les peuples de ces pays torturés sont soumis à un bain de sang qui n'en finit pas, bien pire que quoi que ce soit qui pourrait suivre une victoire communiste" (l'Humanité, 19/2/1975).

Malgré une offensive grand style menée par Ford, Kissinger et Schlessinger pour l'obtention de nouveaux fonds, l'opposition du Congrès semble se renforcer. L'administration doit avouer que même 222 millions de dollars de mieux ne sauveraient pas le régime et qu'il s'agit seulement de favoriser l'ouverture de négociations -- perspective explicitement rejetée par Sihanouk et le FUNK. Le Pentagone, inquiet pour l'avenir, en vient à contredire Kissinger en expliquant que, somme toute, la perte de Phnom Penh ne changerait pas grand chose à la situation de Saïgon. Le New York Times appelle à ne pas voter les fonds demandés, alors que le sénateur Barry Goldwater déclare que le Cambodge est perdu.

Entre temps, ce sont les fonds de la CIA ou ceux votés au chapitre "Thaïlande" qui sont utilisés. Mais la question financière n'est déjà plus la question essentielle. Il est peu probable que Lon Nol ait une armée à même d'utiliser un afflux nouveau d'armes et de munitions. Les soldats et le moral manquent.

Attendre juillet

Or, l'offensive du FUNK n'en est probable - ment qu'à ses débuts. C'est en fait en avril que les eaux du Mékong seront les plus basses. Le chenal a actuellement encore 800 à 1000 mètres de large. Il en aura alors parfois 100 mètres. C'est seulement en juin que le niveau des eaux devrait atteindre à nouveau celui de février. C'est dire que l'isolement

de Phnom Penh devrait durer encore plusieurs mois et que le coeur de l'offensive reste à venir. Les combats militaires ne sont pas seuls en cause. Les vivres sont maintenant rationnées dans la capitale cambodgienne et les racolages forcés tentent de combler les pertes de l'armée fantoche. Le 27 janvier, Khieu Samphan, vice-premier ministre du FUNK, lançait un appel aux populations des centres urbains

« c'est un véritable pont aérien qui est mis en place ... »

sous contrôle fantoche. Il les appelait à s'emparer des dépôts de riz, à s'unir aux Forces Armées Populaires de Libération pour renverser le régime et -- pour ceux qui ne pourraient pas continuer la lutte dans Phnom Penh même -- à rejoindre les zones libérées, tout en invitant les familles étrangères à quitter le pays (Bulletin d'Information du GRUNK du 2 février). Le lendemain, Hu Nim (Ministre de l'Information) faisait de même à l'intention spécifique des bonzes et, le 31 janvier, Chey Chum (président du Comité du FUNK de Phnom Penh) réaffirmait les termes de l'appel.

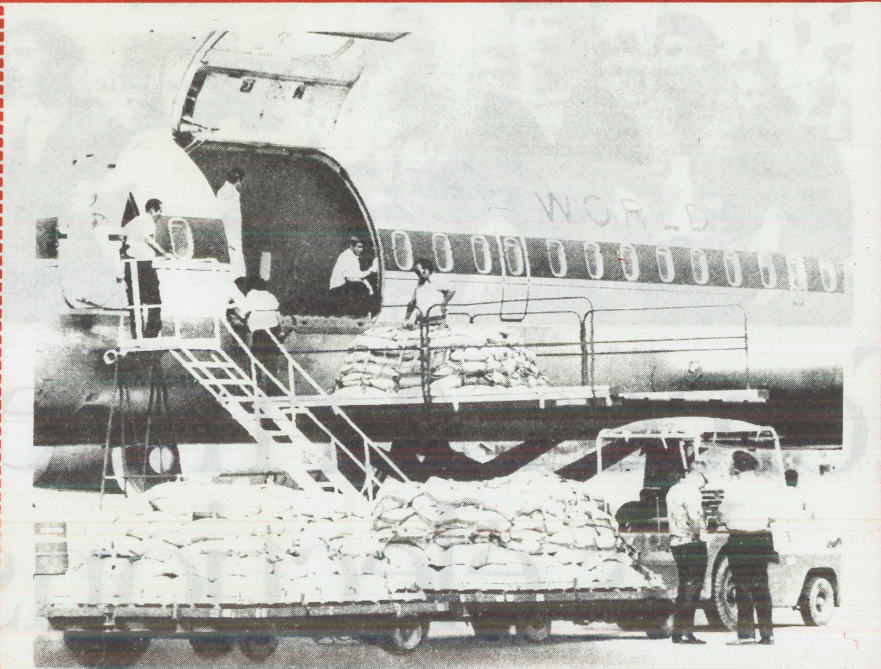
C'est maintenant le deuxième congrès national, appelé par le FUNK, qui s'est tenu en zone libérée les 25 et 25 février, qui a repris solennellement ces appels. En demandant "à la population de Phnom Penh et des chefs-lieux provinciaux sous contrôle provisoire ennemi, bonzes et laïcs, ouvriers et travailleurs de toutes catégories, élèves, étudiants, instituteurs, professeurs, à se dresser et à s'unir dans la lutte sous toutes ses formes... depuis les meetings, manifestations, grèves, lutte contre le racolage, lutte contre la famine, attaques de dépôts de riz et de vivres des traîtres, jusqu'aux insurrections". (Déclaration du deu-

xième congrès national du Kampuchea, point 4, "Nouvelles brèves du Cambodge" du 1er mars).

L'agence d'information du FUNK donne en effet des exemples de prises de dépôts secrets de riz (tel l'un de ceux du "premier ministre" Long Boret) ou de mouvements de grève (notamment en ce qui concerne le personnel de l'aéroport de Pochentong). Des cas (encore lo-

1.3.1975). Il pense cependant que la libération de la capitale cambodgienne interviendra ou cette année ou l'année suivante. Le régime de Lon Nol est à l'agonie. Et l'offensive du FUNK de la saison sèche 1974-75 est d'ores et déjà un important succès.

L'ambassade U.S. reconnaît la gravité de la situation mais affiche néanmoins son optimisme. Elle n'a pu s'empêcher, cependant, de



calisés) de mutineries sont cités. Des émeutes ont eu lieu dans la ville de Battambang et dans le port de Sihanoukville (Kompong Som). Et un courant de population se dessine en direction des zones libérées malgré les combats (que le FUNK chiffre à 100.000 personnes pour le mois de janvier et la première quinzaine de février).

Selon Sihanouk, Pékin a promis une aide militaire accrue et Hanoi a garanti que le "pont terrestre" qui alimente le Cambodge serait renforcé pour répondre au pont aérien qui sert de poumon à Phnom Penh. La République Démocratique du Vietnam, d'ailleurs, a multiplié les gestes de solidarité et a, dans une déclaration, exigé le "démantèlement immédiat" du pont aérien qui relie la capitale cambodgienne à Saïgon, et assuré que "le peuple du Vietnam Sud... se réserve de punir cet acte d'agression". (Le Monde du 28.2.1975).

Le FUNK affirme plus que jamais sa confiance en l'issue du combat. Il se refuse néanmoins à prédire la chute de Phnom Penh pour cette saison sèche. De même, Sihanouk qui déclare avoir "toujours détesté les astrologues", "contrairement à Lon Nol" (Le Monde du

recommander aux ressortissants américains qui ne sont pas indispensables de quitter la capitale cambodgienne, obtempérant, quoiqu'elle en veuille, aux ordres lancés dans son message du 27 janvier par Khieu Samphan, vice-premier ministre du GRUNK...

Washington a pris la décision d'envoyer un porte-hélicoptère dans le Golfe de Thaïlande au large des côtes cambodgiennes. Des unités de Marines sont mises en alerte à Okinawa ainsi que des troupes fantoches à Saïgon. Le Pentagone explique qu'il s'agit là de préparer l'évacuation des ressortissants américains. Il reconnaît que pour ce faire les Marines pourraient avoir à intervenir pour dégager l'aéroport de Pochentong. Il ne reste à Phnom Penh, outre les journalistes, que les conseillers US et des membres de l'ambassade. Leur présence peut servir de prétexte à une dernière tentative US de sauver le régime de Lon Nol. Il faut la prévenir!

P.R.

le Mouvement des



Forces Armées et les élections

A. UDRY

Deux semaines avant le début officiel de la campagne électorale -- fixé au 20 mars --, la vie politique portugaise est essentiellement marquée par la publication du Plan Economique d'Urgence, le débat sur l'"institutionnalisation du MFA" et la multiplication des luttes ouvrières.

Le plan ... anti-monopoliste

La publication du Plan Economique d'Urgence -- qui fut inspiré essentiellement par Melo Antunes -- aura au moins le mérite de faire apparaître avec clarté la fonction du MFA (Mouvement des Forces Armées) et d'ouvrir les yeux, peut-être, à ceux qui s'obstinent à voir dans ce dernier l'"instrument de la lutte pour la démocratie et le socialisme".

L'introduction générale de ce plan est fort instructive. On peut y lire que : "Dans la phase actuelle, dans laquelle, d'une part, la situation économique dépressive frappe les profits et donc les perspectives d'investissements et, d'autre part, où l'inflation est difficilement contrôlable, une augmentation des salaires et des

profits distribués pourrait aggraver les deux problèmes". La conclusion logique, si la démagogie n'obligeait d'adjoindre profit au terme salaire, n'est autre que : la limitation des salaires est le seul moyen déterminant pour restaurer le taux de profit. Ainsi, tout le plan se situe dans l'optique de riposter à la mutation essentielle qui s'est produite depuis mai-juin 1974 : un renforcement organisationnel et politique de la classe ouvrière qui a conduit à une détérioration des positions patronales et à une diminution du taux de profit.

La démagogie anti-monopoliste qui traverse l'introduction du Plan n'est pas une exception actuellement au Portugal. Ainsi le PPD, dans son programme, affirme : "Le PPD n'est pas un parti au service du capitalisme, il veut que celui-ci soit modifié au travers d'une stratégie anti-monopoliste, grâce à l'élargissement et à la gestion efficace du secteur public et au travers de la transformation du statut de l'entreprise". Il faut situer cette démagogie 'anti-monopoliste' par rapport aux effets d'un protectionnisme à outrance qui marqua le développement de l'économie portugaise.

En effet, le protectionnisme douanier et la loi sur le développement industriel stimulèrent une structure industrielle très déformée où coexistent quelques grands trusts (CUF, Champalimaud, Borgès e Irmao, Fonsecas e Burnay, Espirito Santo, Banca Nacional Ultra-Marino) et une multitude de petites entreprises qui se développaient dans les secteurs plus ou moins partiellement délaissés par les principaux groupes. Les bas salaires -- liés à la fixation des prix agricoles -- permettaient la survie des entreprises de cette deuxième catégorie. Sur les 47.000 entreprises inscrites dans la Confédération Industrielle Portugaise, 36.000 occupent moins de 5 travailleurs et 186 plus de 500. Dès lors, l' "anti-monopolisme" doit être compris comme la tentative de battre en brèche partiellement l'hégémonie de certains groupes qui, d'une part, gèlent certains investissements et, d'autre part, jouent un rôle de cristallisation des structures actuelles.

Respecter les lois du marché

Comme Gonçalves l'avait annoncé en novembre 1974, le plan ne manie pas facilement "la nationalisation". Dans les rares cas où la possibilité est envisagée, elle se double évidemment d'indemnités. Essentiellement, est proposé un élargissement de la participation de l'Etat dans des secteurs où il avait déjà des investissements : dans le secteur pétrolier du gaz naturel, dans le secteur minier (wolfram, fer, cuivre, zinc, uranium, pyrite, bauxite). Ici sa participation s'élèvera à 51%. Mais il renonce à toute participation majoritaire dans les raffineries, la distribution du pétrole et de ses sous-produits, dans la pétrochimie, dans l'industrie d'armement, l'industrie du tabac, etc..

Les banques et assurances ne sont pas atteintes par des mesures soit d'intervention étatique majoritaire, soit de nationalisation... ce qui était une des revendications essentielles du PCP (Parti Communiste portugais), qui s'était montré plus que modéré en ce qui concerne le secteur industriel. La possibilité de création d'une holding contrôlée par l'Etat est prévue. Elle jouerait le rôle de l'ENI en Italie ou de l'INI en Espagne. Cette holding aurait pour but essentiel -- comme cela est indiqué pour les fertilisants -- d'offrir à bas prix, en socialisant les pertes, certains produits déterminants pour le secteur privé.

Dans le domaine agricole, la "réforme" tient de la plaisanterie. Ici aussi, le PCP avait mené la bataille pour une "réforme radicale". Substantiellement, les grands domaines du Sud sont menacés uniquement dans la mesure où ils ne seraient pas cultivés. Dans le cas où les grandes propriétés ne respectent pas le programme d'exploitation, la location obligatoire ou l'expropriation -- avec indemnité -- pourraient les frapper ! Quant à la réponse donnée au problème des "minifundios" du

Nord -- où, dans certaines régions, la superficie moyenne est de 0.37 hectares --, elle se limite au crédit agricole, à l'aide technique, au développement de coopérative. Ces mesures seront inefficaces si l'on ne procède pas à une nationalisation totale de la banque, du grand commerce de produits agricoles, de l'industrie des machines agricoles, etc.. Et c'est effectivement pour cela que la "réforme agricole" est aussi limitée !

Le développement -- ou plus exactement la stagnation -- de l'agriculture portugaise doit en effet être comprise à partir non seulement de la structure agricole, mais de sa fonction par rapport à une industrie qui s'est développée essentiellement en vue de l'exportation et donc avec un besoin limité d'élargissement du marché intérieur. La crise accentuée, qui est apparue à la fin des années 60, ne sera certainement pas réduite par les mesures proposées par ce Plan.

Enfin, la part est laissée belle aux investissements impérialistes. Leur importance dans le développement du Portugal -- ils ont été multipliés par quatre de 1969 à 1973 -- laissait prévoir ce type de décision. La seule mesure prise consiste à tenter de canaliser quelque peu ces investissements. En effet, en 1973, seulement 30.3% des investissements impérialistes se dirigeaient vers l'industrie de transformation, alors que 34.8% optaient pour le secteur immobilier (35.8% en 1972). En supprimant toutes limites pour les rapatriements de bénéfices des entreprises exportant plus de 75% de leur production -- alors que, pour les autres, 15% des bénéfices peuvent être rapatriés --, le Plan espère stimuler des investissements qui "renforcent la position du Portugal" dans le Marché Commun. Pour compléter ces indications, et pour maintenir les avantages des secteurs qui avaient profité depuis fort longtemps de mesures protectionnistes, des restrictions sévères envers les investissements impérialistes sont proposées pour les secteurs du ciment, de la pâte à papier, des transports, de la banque, des assurances et de la publicité. Ces limitations sont présentées comme une défense des intérêts des travailleurs portugais. En réalité, ce sont des concessions faites à la bourgeoisie portugaise désireuse de conserver des chasses gardées. Ainsi, dans le secteur du papier, dont la production a augmenté de 14% par an depuis 1968, la capacité maximum de production des plus grands moulins est de 150.000 tonnes par an, alors qu'en Europe la moyenne atteint les 300.000 tonnes. Dans ce secteur on trouve la CUF (la Celbi), Espirito Santo (INAPA et Sociedade Industrial de Celluloses), Champalimaud (Compahnia do Papel do Prado). Les restrictions d'investissements impérialistes dans cette branche prennent donc tout leur sens... d'appui au capital portugais.

Dans le domaine social, en dehors de quelques

mesures telles que des indemnités de licenciement (durant 3 mois), le Plan ne prévoit aucune mesure sérieuse et rapide, ni dans le domaine médical, ni dans celui du logement, etc.. Par contre, il insiste auprès des travailleurs sur le fait que "les revendications sont légitimes, mais elles doivent tenir compte de la situation historique particulière dans laquelle nous sommes. La classe ouvrière peut retourner ses armes contre elle-même si elle ignore la réalité politique". Quant à l'extrême-gauche, elle est mise en garde car "ses mani-

nomie, déjà fort mises à mal : les entreprises resteront privées et obéiront aux lois du marché; elles ne seront pas décapitalisées par des impôts excessifs... et, enfin, les investissements étrangers seront au bénéfice de garanties précises contenues dans un code spécifique" (Journal de Genève, 22-23/2/1975).

Ce Plan doit être appréhendé dans la perspective tracée par la loi sur le Droit de Grève et de Lock-Out, la Loi Syndicale et la Loi sur la Presse. Pour ce qui est de la première, qui

la LCI participe aux élections

Nos camarades de la LCI (Ligue Communiste Internationaliste -- Liga Revolucionaria Internacionalista, organisation sympathisante de la IVème Internationale au Portugal) vient d'obtenir un succès remarquable. Malgré les obstacles de la loi électorale qui exige que, pour se présenter une organisation doit avoir 5000 adhérents -- c'est-à-dire 5000 personnes qui signent leur adhésion en remettant leur carte d'électeur (adhésions qui doivent être validées devant notaire) -- nos camarades de la LCI ont réussi à obtenir 6000 adhésions. Ce seul résultat est significatif de l'audience du mouvement marxiste-révolutionnaire aujourd'hui au Portugal.

La campagne pour les adhésions a été développée dans tout le pays. Des dizaines de meetings ont été organisés dans les villes, les quartiers tiers et les villages. Des dizaines de milliers d'affiches et de tracts ont été distribués à Lisbonne, Porto, Sétubal, Leira, etc.. Une propagande massive, fondée sur un programme électoral, a été faite dans les entreprises, les quartiers, les écoles, l'université. Grâce à cette campagne, nos camarades pourront faire valoir le point de vue des marxistes - révolutionnaires dans la campagne qui s'ouvrira le 20 mars. Ils auront droit à la radio, la télévision, une colonne régulière dans les quotidiens. Nos camarades de la LCI présentent

des candidats dans 4 circonscriptions ouvrières : Porto, Lisbonne, Leira, Sétubal.

Pour la troisième fois en Europe, après les deux campagnes présidentielles engagées par la section française de la IVème Internationale, les trotskystes développeront une campagne massive dans un pays où la confrontation sociale et la lutte de classe vont s'exacerber. Les autres organisations d'extrême-gauche ayant obtenu la légalisation sont :

Le PUP (Parti d'Unité Proletarienne) maoïste, la AOC (Alliance Ouvrière et Paysanne) issue du PCP(ml), l'UDP (Union Démocratique Populaire) fusion de trois organisations maoïstes dont l'antique CARP(ml), la FEC (Front Electoral Communiste) créé par l'organisation maoïste de Porto, l'OCM (ml) plus connue sous le nom de Grido do Povo (Cri du Peuple), le MRPP (Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat) organisation maoïste, le FSP (Front Socialiste Populaire) de Manuel Serra et le MES (Mouvement de la Gauche Socialiste). Le seul fait qu'un tel nombre d'organisations d'extrême-gauche ait obtenu 5000 signatures d'adhésions et plus indique avec certitude le processus de maturation politique d'une avant-garde large au Portugal, ce qui n'est pas un des moindres éléments de l'évolution future au Portugal.

festations (lisez : son influence dans des secteurs assez larges de la classe ouvrière) peuvent faire perdre confiance à l'entreprise privée qui est sincèrement disposée à participer à la construction de la nouvelle société".

Un ensemble de lois

Ce n'est donc pas un hasard si un tel plan est ainsi caractérisé par le journal des banquiers genevois : "Ce plan est en même temps d'une prudence de Sioux avec les structures de l'éco-

rend illicites les occupations, les grèves politiques, exige un préavis de sept jours adressé au Ministère du Travail et au patron pour justifier la grève, un laps de temps de 30 jours durant lequel tout doit être fait pour trouver un accord, rend illicites les grèves qui remettent en cause un contrat collectif, etc. -- ce furent pour l'essentiel les propositions du PPD et de la Confédération Industrielle Portugaise qui furent prises en considération.

Puis, il y eut la Loi Syndicale dont l'objectif

déclaré est de "régler l'activité syndicale... afin de créer dans les entreprises les conditions propres à l'équilibre et à la justice dans les relations de travail". Une loi qui, pour frapper les organes autonomes des travailleurs, prévoit que "seulement la commission syndicale peut convoquer les travailleurs dans l'entreprise et l'assemblée, après que la réunion ait été annoncée au patron, doit avoir pour fonction de trouver une conciliation" !

L'Unité Syndicale -- quand bien même il est vrai qu'elle correspondait à la volonté des travailleurs, ce qui n'implique pas que nous soutenions explicitement la loi -- doit être aussi envisagée à partir de la fonction bonapartiste du MFA. Ainsi, comme l'écrit le commentateur du Financial Times : "Le message qu'il faut lire derrière les deux lois du travail, est que le MFA est déterminé à garder le contrôle du mouvement ouvrier et de la désorganisation économique actuelle en décourageant la formation de grandes organisations syndicales sur des lignes purement politiques" (3/12/1974). Encore une fois, ceci n'implique pas que la manifestation du 14 janvier pour l'unité syndicale, d'une part n'ait pas dépassé largement l'objectif du MFA et aussi celui qui lui était assigné par l'Intersyndicale et le PCP et, d'autre part, que les travailleurs au travers de cette mobilisation, de cette "victoire", n'aient pas pris confiance dans leur force.

Enfin, la récente loi sur la presse, qui considère les attaques contre le MFA ainsi que tous les écrits qui "mettraient en danger la discipline et la cohésion de l'armée", complète les mesures prises par le gouvernement, la Junte et le MFA. L'ensemble de ces mesures permet de situer sans doute possible la fonction du MFA comme étant celle de permettre le maintien substantiel des relations de classe et des rapports de production hérités du régime salazariste, tout en étant capable d'assurer certains ajustements.

Une nouvelle période

Préparé secrètement et discuté durant plus de trois mois dans les cabinets ministériels -- le MFA et le gouvernement provisoire ont tiré les leçons de la discussion publique de la Loi Syndicale -- ce plan est publié au moment même où une nouvelle phase des luttes ouvrières apparaît.

Or, sa préparation intervient au moment où dominait l'impression que le déclin des luttes était certain après l'explosion de mai-juin-juillet. Ainsi, dans un numéro spécial consacré à l'industrie portugaise, le Financial Times du 3 décembre 1974 écrivait : "Aujourd'hui bien que l'on peut toujours compter sur la presse pour révéler des nouvelles luttes chaque jour, le climat de protestation s'est calmé. Les représentants gouvernementaux et les hommes d'affaires parlent tous d'un front

ouvrier calme et d'une coopération et compréhension entre les dirigeants ouvriers et le patronat... L'explosion initiale de grèves, d'occupations par les ouvriers s'est en grande partie évaporée et le nombre de journées perdues pour fait de grève en novembre fut probablement moins élevé qu'en Grande-Bretagne ou en France".

Les choses ont changé. Ce n'est pas un hasard si l'introduction du plan attaque aussi fortement les "anarchistes" et insiste sur les "responsabilités et la discipline" de la classe ouvrière.

La deuxième semaine de février, plus de 250 luttes étaient enregistrées officiellement dans le pays. Du début janvier à la deuxième semaine de février, le nombre de grèves, arrêts de travail, occupations, remises en marche, fut plus important que durant toute la période allant de septembre à décembre 1974.

Ces grèves, de plus en plus, manifestent deux constantes : occupation des locaux -- avec parfois remise en marche -- et lutte pour le "saneamento" (pour l'expulsion d'administrateurs, de patrons qui, soit sont d'anciens fascistes notoires, soit tout simplement sabotent ou gèrent l'entreprise de façon désastreuse. Dans les petites entreprises, frappées aussi bien par les hausses des matières premières que par la modification des salaires, les occupations se développent en riposte aux licenciements ou aux menaces de licenciements, et pour combattre la "mauvaise gestion", qui apparaît comme la dominante dans des milliers d'entreprises qui survivaient grâce à la surexploitation féroce des travailleurs. Alors que le minimum salarial réclamé par le PCP avant le 25 avril était de 6000 escudos pas mois, l'actuel salaire minimum est de 3300 escudos. Mais précédemment, dans le secteur du textile -- qui occupe plus de 400.000 travailleurs -- les salaires de 1500 escudos pour les travailleuses étaient monnaie courante. Dans de nombreuses entreprises de ce type, la remise en marche est devenue une arme courante des travailleurs. Evidemment la dynamique de ces expériences d'autogestion est fort différente et dépend avant tout de la présences dans ces entreprises de militants d'avant-garde.

Ainsi, dans l'industrie du verre à Marinha Grande (Nord), l'entreprise M. P. Roldao, dès le 2 février, a été reprise en main par les travailleurs, après une cessation des activités de plus de trois semaines. Les travailleurs ont élu une commission de sept membres qui a engagé deux techniciens et dirige l'entreprise. Ils font appel à un administrateur gouvernemental, tout en fixant pour ce dernier un maximum salarial de 10.000 escudos. Ils ne développent aucune revendication allant dans le sens de la nationalisation. Les limites de cette expérience, vu le retard technique gigantesque de l'entreprise et le projet de restructuration du secteur verrier, sont manifestes.

Par contre, dans la teinturerie Portugalia, la lutte qui se développe depuis plusieurs mois indique d'autres potentialités. En janvier, le patron refuse de prendre en considération les revendications salariales (minimum de 4500 escudos) et "offre" un minimum de 3900. Mais, pour tenter d'amadouer les travailleuses qui occupent l'usine et produisent, il lance la proposition d'une participation des travailleurs et travailleuses dans l'administration. La commission ouvrière marque son refus et affirme : "Nous refusons (la participation) parce que nous savons que participer ne peut que créer des illusions sur le fait que l'on contrôle la firme et son administration". En réponse à la proposition patronale, la commission ouvrière revendique la possibilité de contrôler sans limites et en tout temps les livres et la gestion de la fabrique "afin de sauvegarder nos intérêts de travailleurs". En outre, face à diverses menaces du patron, elle interdit la présence dans l'usine non seulement du patron, mais de tous les membres de sa famille. Le 10 janvier surgit la revendication de nationalisation. Elle est expliquée de la façon suivante : "Cette revendication est correcte, car c'est le seul moyen d'assurer le salaire et l'emploi; car nous produisons des services qui sont dans l'intérêt de toute la population, qui doivent donc être assurés et qui ne peuvent dépendre de la bonne volonté d'un ex-membre de la légion (le patron était membre de cette organisation fasciste); parce que le 25 avril et le 28 septembre ne se sont pas faits pour que les ex-nazis puissent continuer à faire ce qui leur plaît contre les intérêts des travailleurs; parce que tout ce qui existe dans l'entreprise, ce sont les travailleurs qui l'ont produit, le capital initial était de 175 contos (1 contos = 1000 escudos) et aujourd'hui il s'élève à des milliers de contos".

En outre, les travailleurs de Portugalia affirment leur solidarité avec une entreprise de même nature, Cambournac, qui revendique aussi la nationalisation.

De plus, une dimension politique s'introduit dans les luttes des travailleurs portugais, dimension qui va s'affirmer plus fortement, en contre-position aux mesures préconisées par le Plan. Ainsi, les travailleurs de l'entreprise Vialonga da Sociedade Central de Cervejas (productrice de bière), à partir d'un mouvement de revendication axé sur la dénonciation de la gestion et des honoraires fabuleux des administrateurs, aboutissent rapidement à la revendication de "nationalisation immédiate". Ceci prend évidemment une signification importante pour tout le secteur alimentaire, en grande partie contrôlé par des entreprises multinationales. Dernièrement, ce sont les travailleurs de la CUF qui ont revendiqué la nationalisation d'importantes entreprises du groupe.

La maturation et les limites de la conscience de classe

Cette nouvelle montée des luttes exprime une maturation de la combativité et de la conscience de classe anti-capitaliste des travailleurs portugais plus rapide que ne pouvaient le laisser espérer les effets de 40 ans de régime corporatiste. Cette maturation traduit avec force les répercussions des tendances fondamentales qui opèrent en Europe et qui se sont exprimées partout lorsque la conjonction entre la crise structurelle et conjoncturelle du capitalisme se produit. Or, vu la structure de l'économie portugaise, cette convergence des deux facteurs est plus violente et explosive que dans la plupart des pays européens.

Il faut souligner, en outre, que la classe ouvrière s'est fortement renforcée sur le plan quantitatif durant les deux dernières décennies. Son poids social se fait aujourd'hui sentir avec force. Quelques chiffres peuvent indiquer cette consolidation de la classe ouvrière.

L'évolution du rapport entre les salariés et la population active entre 1939 et 1970 est la suivante dans 3 régions (voir Analyse Social, N° 39, 1973) :

	1930	1970
PORTO	52.3%	82.3%
LISBONNE	56.1%	86.3%
SETUBAL	52.7%	87.3%

Evidemment, cette évolution n'est pas homogène dans l'ensemble du Portugal. Elle montre néanmoins la modification qualitative dans les régions qui, aujourd'hui, forment les bases les plus solides du mouvement ouvrier.

Ce renforcement quantitatif s'est soudainement manifesté sur le plan organisationnel. Ainsi, en quelques mois, les fédérations syndicales (220 syndicats) ont regroupé plus de deux millions de travailleurs. Il faut ajouter à cela l'influence des expériences de lutte acquises dans l'émigration et le rôle de l'extrême-gauche, qui a été fortement influencée par les exemples français et italien. L'ensemble de ces facteurs explique le rythme de la maturation de la combativité, d'une combativité qui, en juin-juillet, se traduisait souvent par la juxtaposition de deux slogans : Vive Spinola et Pour les 6000 Escudos.

La trahison grossière des luttes par le PCP, l'Intersyndicale, le PSP, durant la fin de l'été et le début de l'automne, ainsi que la croissance très rapide et massive des organisations syndicales et du PCP, expliquent la fluidité au sein



Meeting de la LCI sur le Chili.

des organisations réformistes et l'emprise de l'extrême-gauche.

Tout d'abord, l'encadrement réformiste des travailleurs est encore relativement limité. Le PCP, jusqu'au milieu février 1975, ne possédait pas de quotidien. Il n'avait à sa disposition qu'un hebdomadaire très lourd. Il avait opté pour la priorité de la pénétration dans les mass media "officielles". Son manque de cadres est criant, quand bien même il dispose d'un appareil assez important. Dès lors, dans la base du PCP, l'écho des révolutionnaires -- beaucoup moins pour l'AOC et le MRPP (maoïstes) qui centralisent leur campagne contre le "social-fascisme" -- est sensible. Plus exactement, la possibilité de débats, de discussions, existe. Et ceci se confirme dans tous les meetings que l'extrême-gauche organise dans les régions où l'encadrement du PCP est restreint. Des opportunités importantes s'offrent pour une organisation apte à s'insérer dans ce processus. C'est ce que nos camarades de la LCI ont déjà fait dans la périphérie industrielle de Porto et de Lisbonne.

Ensuite, dans de grandes entreprises, vu l'incapacité de l'Intersyndicale à répondre aux mouvements et aux revendications des travailleurs, les organes qui avaient surgi en mai-juin -- les commissions ouvrières -- ont repris une force en tant qu'organes regroupant en permanence l'avant-garde ouvrière et pouvant, ponctuellement, rallier l'ensemble des travailleurs en dehors du contrôle réformiste. Ce type d'organe est apparu essentiellement dans les grandes entreprises de Lisbonne et des environs : Lisnave, Setenave, Timex, EFACE-INEL, TAP, CTT, Plessey, etc.. Ils peuvent jouer un rôle important dans les mobilisations actuelles. Mais un double danger est prévisible. D'une part, sous l'influence de courants maoïstes sectaires, anti-syndicalistes, les commissions pourraient cristalliser une cassure entre l'avant-garde ouvrière et le gros de la classe. D'autre part, la surestimation de leur rôle présent pourrait conduire les révolutionnaires à oublier la nécessité de mener la lutte sur le plan syndical, pour la constitution de tendances de lutte de classe et pour combiner le travail à l'intérieur des commissions avec le travail syndical.

Ces deux éléments -- contrôle relativement limité du PCP sur sa propre base et renfor-

cement d'organes tels que les commissions ouvrières -- expliquent aussi bien les attaques de Cunhal (secrétaire du PCP) contre l'extrême-gauche que les injonctions du MFA contre les "anarchistes" qui font "perdre confiance à l'industrie privée". Cependant, il faut saisir les limites de la maturation de la conscience de classe actuelle au Portugal pour pouvoir dégager les lignes de force de l'évolution socio-politique. Si sur le plan de la combativité au niveau des entreprises le progrès de la conscience est très rapide, avec les mouvements pour la nationalisation un nouveau pas en avant est fait. Il n'en reste pas moins que la classe ouvrière portugaise porte les stigmates de 40 ans de pouvoir fasciste. Ceci s'exprime à un niveau très spécifique : la capacité restreinte d'intervention autonome sur le plan politique, la faible capacité d'une couche large de travailleurs, face aux manœuvres du MFA (la "défense de la démocratie") et face à la politique du PCP, d'entrer sur le terrain politique en manifestant une indépendance politique nette. Ceci exigerait aussi bien une longue expérience, qui a pénétré des milliers de cadres de la classe ouvrière italienne, française ou espagnole, et une organisation révolutionnaire apte à diriger dans la pratique des secteurs importants de la classe. Cette expérience n'existe pas au Portugal et l'emprise maoïste, dans la phase actuelle, ne stimule pas la compréhension politique de l'avant-garde ouvrière. Cette hégémonie maoïste relative est d'ailleurs fonction de l'aspect frustré de la conscience politique des travailleurs et du fait que dans l'histoire du mouvement ouvrier portugais, depuis les années 20, la rupture maoïste de 1963 est la seule référence.

Dès lors, on peut entrevoir la dynamique de fond sur le plan socio-politique. La crise économique s'approfondissant, il ne fait pas de doute que les luttes, les confrontations avec le patronat, vont se multiplier. Dès lors, la précondition pour l'application du Plan -- c'est-à-dire une stabilisation des rapports entre capital et travail -- ne pourra pas être réalisée si facilement !

Ce n'est pas sur le plan électoral que cela va se régler. Une victoire électorale du PS et du PPD ne signifie en effet pas grand chose. Ces partis ne disposent pas des instruments

aptes à faire passer leur politique (personnel politique, syndicats...). Certes, une victoire de leur part permettrait d'offrir la couverture à des mesures plus strictes contre la classe ouvrière. Par exemple, l'application de la loi sur les grèves. Mais qui se chargerait de la faire appliquer ? Certes pas le PS et le PPD seuls ! Le journal d'un membre important du PPD -- l'Expresso -- écrit : "Le patronat, qui a à sa disposition un instrument légal, le lock-out, comme riposte à des grèves illégales, et donc, aux occupations, paraît avoir perdu toutes les capacités offensives ou défensives qu'il manifestait il y a quelques mois; il montre une vigueur décroissante" (22.2.1975).

Dans cette situation de confrontation sociale, la bourgeoisie, dont l'aptitude aux méthodes démocratiques n'est d'ailleurs pas très grande, va devoir léguer au MFA le rôle de sauvegarder l'essentiel. Cet essentiel que l'introduction du Plan, écrite par Melo Antunes, explicite si bien : sauvegarder la propriété privée, la libre initiative, les lois du marché... Dans ce contexte, le rôle bonapartiste du MFA ne peut que s'accentuer et les instruments légaux pour intervenir et "stabiliser" la situation existent.

Cette perspective est mise en place non seulement sur le plan légal, mais au sein même du MFA. Certes, il ne s'agit pas de dénier qu'il existe dans le MFA des forces progressistes, des militants se revendiquant même de l'extrême-gauche. Mais toutes les analyses qui partent d'une pseudo-subtile sociologie du MFA et d'une analyse de ses "courants idéologiques" oublie l'essentiel : l'analyse de sa fonction, du rôle qu'il a rempli jusqu'à maintenant.

D'ailleurs, sur le plan interne, l'offensive de Fabiao est couronnée de succès. Elle consiste à faire entrer dans le MFA les sergents -- qui représentent un corps rétrograde. Ainsi une base sociale était créée pour appuyer la politique du centre et de la droite du MFA et riposter aux "oscillations gauchisantes" d'une partie de la Commission de Coordination ou des responsables des bulletins du MFA. En outre, Fabiao, Antunes et d'autres jouent sur du velour en mettant l'accent sur l'unité du MFA. Ainsi, à une question d'un journaliste de l'Expresso lui demandant la signification d'une proposition faite lors de l'assemblée générale des délégués du MFA concernant le socialisme autogestionnaire, Fabiao répond : "Comme dans n'importe quelle assemblée, on discute de projets. Les moyens et les suggestions les plus unitaires sont la caractéristique dominante. Tous les délégués ont pleine conscience que notre force réside dans notre unité et que, partant, c'est la valeur essentielle à sauvegarder. Il est permis à des êtres humains de se tromper (lire : les partisans du socialisme autogestionnaire -- INPRECOR)" (Expresso 18.1.1975).

Cette unité est le cadre contraignant qui limite l'expression des tendances de gauche qui peuvent exister dans le MFA, car il ne fait pas de doute -- pour elles -- que toutes divisions ouvertes du MFA conduiraient à un affrontement dont elles seraient les perdantes. Ainsi à partir de l'unité s'opère un glissement des tendances qui conduit à l'affirmation et à la prédominance de celles qui ont élaboré le plan économique. Et quand l'équilibre est instable, la possibilité d'une manœuvre constitutionnelle existe : l'accroissement du pouvoir de la Junte. Ainsi se résoud d'une part le complexe des rapports distordus entre les tendances du MFA et le gouvernement provisoire et, d'autre part, se mettent en place les premiers éléments de cette institutionnalisation du MFA.

Car la croissance du rôle bonapartiste du MFA s'exprime fort bien dans la discussion qui se déroule sur le thème de l'institutionnalisation de ce dernier. Elle indique concrètement la forme qui peut prendre l'instauration de l'Etat fort au Portugal, d'un système de pouvoir mettant hors jeu l'intervention des syndicats, des partis politiques, du Parlement. Pour l'instant, c'est par l'octroi d'un droit de veto sur l'élection du président, par l'obtention sans condition de postes ministériels (défense et économie), par des pouvoirs nombreux accordés à la Junte ou à un Conseil d'Etat qui prépare l'institutionnalisation

Les bourgeois les plus éclairés ont bien compris cette fonction du MFA et sa nécessité pour la bourgeoisie dans le cas d'une accentuation des confrontations entre les deux classes fondamentales de la société. Ainsi, la revue économique bourgeoise, Tempo Economico, écrit : Dans la situation de tournant dans laquelle se trouve la société portugaise, le rôle du MFA est essentiel dans la mesure où, ici, on pourra rencontrer les facteurs innovateurs qui nous éloignent des alternatives traditionnelles, inadaptées à la gravité de la situation actuelle. Nous pensons spécialement à la dynamique électoraliste des partis politiques... et dans une situation de crise qui aiguise les conflits de classe, les compromis politiques (entre les partis) deviennent incompréhensibles pour les bases (de ces partis), et alors, prolifèrent des objectifs incompatibles.

"Si nous acceptons ce schéma -- simple dérivation des analyses des nombreuses crises depuis le 25 avril -- alors on doit conclure que le facteur principal d'homogénéité du système social portugais se trouve dans l'action du MFA et qu'il serait très dangereux de laisser à la dynamique des partis l'orientation du système politique" (13.12.1975).

Le même article réclamait la publication d'un plan qui redonne confiance aux patrons et indique clairement la nécessité de contrecarrer l'actuel rapport de forces entre Capital et Travail. Les deux "revendications" semblent avoir trouvé un écho dans le MFA !

Le rôle bonapartiste du MFA

Face aux mesures d'institutionnalisation du MFA, le Parti socialiste fit la moue. Néanmoins, après quelques simagrées, Soares insista sur le fait qu'il n'était pas défavorable à une "institutionnalisation du MFA". Le débat tourne évidemment -- comme avec le PPD -- sur la forme exacte du compromis acceptable par l'ensemble des participants au gouvernement provisoire, ce qui doit faciliter la mise en place de cette chape de plomb sur le mouvement ouvrier que doit être le "contrat de progrès de trois ans".

Les manoeuvres du PS, les déclarations sur la "prédominance du pouvoir civil", et l' "opposition résolue à un coup de Prague" possèdent une fonction électorale. En effet, le PS ne peut en aucune mesure concurrencer le PCP dans le domaine syndical, comme dans celui de l'organisation des travailleurs agricoles. Dès lors, il doit tenter de renforcer son potentiel électoral pour assurer aussi bien le rapport de forces avec le PCP que la mise en place d'une coalition centre-gauche.

Quant au PCP, il est manifestement gêné. Le résultat électoral -- du moins les prévisions -- ne semble pas devoir être à la hauteur du rôle effectif qu'il joue actuellement. Dès lors, il se trouve pris entre deux types d'obligations. Sa collaboration gouvernementale exige l'affirmation de la "plus large alliance du peuple avec le MFA" et, dès lors, la proclamation "malgré les conflits internes" du maintien nécessaire de la coalition gouvernementale (interview de Cunhal au Jornal de Noticias du 5.3.1975).

Mais, la montée des luttes ouvrières, la montée des luttes ouvrières, la nécessité de riposter à l'emprise des gauchistes, comme l'urgence de renforcer son implantation dans la classe ouvrière et les paysans avant les échéances électorales, l'obligent à faire des tournants tactiques à gauche. Ceux-ci vont du soutien aux grèves des pêcheurs, des verriers de Marinha Grande, des travailleurs du textile de Porto, à la stimulation des luttes paysannes de l'Alentejo. Certes, souvent le PCP arrive, une fois la lutte déclenchée, pour soutenir et récupérer organisationnellement.

Un tel tournant, même restreint dans le temps, réduirait l'espace politique des maoïstes. En effet l'UDP (Union Démocratique Populaire) qui a gagné une partie non négligeable de l'avant-garde ouvrière dans la zone industrielle de la capitale, ne présente pas, sur le plan politique, une spécificité telle par rapport au PCP, que la force d'attraction de ce dernier, dans ce cas, ne puisse influencer sa propre base. Ceci d'autant plus que l'adhésion au courant maoïste exprime plus une radicalisation trade-unioniste qu'une élévation de la conscience politique.

Dans la mesure où l'exacerbation des luttes ouvrières continue et, conjointement, s'accroît la maturation d'une conscience anti-capitaliste dans la classe, il est difficilement envisageable pour le PCP de ne pas chercher une solution qui, temporairement, lui permette de sortir de cette impasse qui risquerait de conduire à un divorce accentué entre la base ouvrière et le parti. Dans ce sens, une sortie momentanée de la coalition, une division des tâches entre le MDP/CDE et le PCP ne doivent pas être éliminées. Le résultat objectif serait évident : accélération des luttes avec tentative du PCP de les canaliser, et offensive redoublée du MFA sous le couvert de la "défense du processus de démocratisation".

La faible capacité d'intervention politique autonome de la classe ouvrière portugaise risque bien de se manifester aussi bien dans la phase actuelle que dans l'hypothèse d'une sortie directe ou indirecte du PCP de la coalition gouvernementale. En effet, son aptitude à riposter aux manoeuvres du MFA, qui se feront toutes sous le couvert du danger de la renaissance de la droite, du coup de force réactionnaire, semble faible dans la période présente. Dès lors, la possibilité d'un certain recul, ou plus exactement d'une défaite politique qui ne doit pas être confondue avec un écrasement de la classe ouvrière, est une variante dont on doit tenir compte dans le développement social et politique de l'année qui suit.

Les tâches de l'extrême-gauche dans ce moment n'en sont que plus importantes. La nécessité est toujours plus urgente d'utiliser toutes les possibilités pour renforcer les expériences d'auto-organisation, pour coordonner régionalement et nationalement des organes comme les commissions ouvrières, pour développer sur le plan national une tendance de lutte de classe dans les syndicats. Ensuite, la possibilité d'offrir dans le cadre de la campagne électorale -- dans la presse quotidienne, à la radio, à la télévision -- une alternative globale au Plan proposé par le gouvernement, peut être une arme décisive pour nos camarades de la LCI (Ligue Communiste Internationaliste -- Liga Comunista Internacionalista, organisation sympathisante de la IVème Internationale au Portugal) dans leur combat pour l'élévation de la conscience des masses ouvrières et la confrontation politique avec les réformistes et les courants maoïstes. Cette intervention sera déterminante pour préparer l'éclat à venir de la révolution portugaise.

6.3.1975



François Mitterrand

P.C/PS : UNE QUERELLE BIEN CONTROLEE



Georges Marchais

ANTOINE PUECH

La polémique

Pendant plusieurs mois, le Parti Communiste Français (PCF) s'est livré à une polémique allant en crescendo contre le Parti Socialiste (PS), son allié privilégié dans l'Union de la Gauche.

Cela a commencé par des remarques aiguës sur le fait que le PS se servait de l'Union de la Gauche pour renforcer sa propre organisation et essayer de mordre sur l'électorat communiste, pour finir par une polémique politique en règle. Georges Marchais, secrétaire général du PCF allant jusqu'à reprocher à Mitterrand, premier secrétaire du PS, d'être "sûr de lui et dominateur".

Ce qui est reproché au PS, c'est de ne pas avoir abandonné complètement ses projets de collaboration de classe avec la bourgeoisie : "la grande bourgeoisie... manoeuvre pour trouver une issue politique à ses difficultés. Elle voudrait avant tout affaiblir notre parti, et que soient, du même coup, créées les conditions d'une rupture de l'Union de la

Gauche et -- M. Giscard d'Estaing l'a dit crûment -- du retour du Parti Socialiste à une politique de gestion loyale des intérêts du grand capital... C'est une donnée nouvelle de la situation politique après l'élection présidentielle... D'autant plus que le Parti Socialiste ne rejette pas clairement cette sollicitation" (G. Marchais, l'Humanité, 11 mars 1974, organe du PCF).

Voilà ce qu'ont martelé les dirigeants du PCF ne manquant pas de faire référence au passé de la social-démocratie française, au rôle de Léon Blum dans le Front Populaire de 1936. Expliquant qu'il y avait une différence de "nature" depuis la scission, en 1921, au Congrès de Tours (où une minorité socialiste refusa d'adhérer à l'Internationale communiste) entre le PCF "parti révolutionnaire" défendant les intérêts des travailleurs et les socialistes caractérisés comme "parti réformiste".

Pour le PCF, l'indice de ce "virage" du PS fut le refus d'organiser en commun... des

meetings dans les principales villes de France !

Depuis quelques jours, la polémique s'atténue, sans pour autant disparaître. En effet, après une réunion du Comité de Liaison de la Gauche, le PS, le PCF et les Radicaux de Gauche ont décidé d'engager une campagne unitaire pour la défense de l'emploi et contre la vie chère, à partir des propositions contenues dans le Programme Commun de la gauche, signé par ces trois partis. Une série de meetings unitaires dans les grosses villes est en outre prévue. Le PCF n'efface pas pour autant toute polémique. Paul Laurent, membre du Bureau Politique du PCF, tout en se félicitant du projet de campagne commune et en y voyant une conséquence de la politique de son parti, regrette les limites de cet accord en déclarant : "Nous aurions souhaité une clarté encore plus grande sur le problème des nationalisations et de leurs extensions".

A propos d'une visite du président de la République Giscard d'Estaing à Marseille, ville dont le maire est Gaston Deferre, l'un des principaux dirigeants du PS, le PCF développe ses critiques, reprochant à Deferre d'avoir reçu Giscard d'Estaing, d'avoir préparé dans le secret son voyage afin d'éviter toute "riposte populaire".

Et Roland Leroy, membre du Bureau Politique du PCF, dans l'Humanité du 4 mars, s'il se félicite de l'unité d'action "retrouvée" entre les partis de gauche, n'en affirme pas moins la volonté des communistes de faire chaque fois qu'ils le jugent nécessaire la critique du PS.

Un tournant «gauche» du PCF?

D'aucuns, ont vite, en fait, analysé ce "durcissement" du PCF comme un espèce de "réflexe de classe" face à la social-démocratie, reprochant simplement au PCF de ne pas aller assez loin. Ainsi, le Parti Socialiste Unifié (PSU), constatant que dans la situation actuelle de crise "le choix est entre une politique d'austérité 'dans la justice' du type De-lors (1) ou Rocard (2), et entre une politique résolument anti-capitaliste ne se contentant

pas de quelques nationalisations...", explique: "Tout en rejetant la première solution, le PC n'a pas fait le choix de la seconde. Mais tant qu'il n'aura pas choisi sa stratégie il continuera à faire le lit de la social-démocratie" (Tribune Socialiste, hebdomadaire du PSU, N° 636).

Comme si le PCF n'avait pas déjà choisi clairement une stratégie réformiste concrétisée dans le Programme Commun ! Comme s'il avait la possibilité de mettre en oeuvre une autre politique ! Ce n'est pas dans le prétexte du "réflexe de classe" du PCF qu'il faut aller chercher les raisons de son durcissement, ni dans l'évolution de la situation internationale qui ouvrirait une nouvelle période de "guerre froide" entre l'URSS et les USA -- faisant suivre un nouveau cours gauche aux différents partis stalinien.

S'il y a un réflexe de la part du PCF, ce sont des réflexes d'auto-préservation. Le PCF a commencé à ouvrir le feu contre le PS au lendemain des élections législatives partielles (fin 1974) qui ont confirmé un recul relatif du PCF au profit du PS. Il s'agissait de la confirmation supplémentaire d'une tendance déjà perçue par les dirigeants du PCF au lendemain des élections législatives de 1973 et des présidentielles de 1974. Dans certaines régions, le PCF avait alors connu des reculs de 5%, alors que, parallèlement, le PS progressait d'autant. Marchais signalait alors que "pour la première fois, l'union réalisée profitait plus au PS qu'à nous-mêmes".

Mais ces signaux d'alarme, s'ils étaient les plus visibles, n'étaient pas les seuls. A la veille des élections présidentielles, la Jeunesse Communiste avait 6.000 cartes de retard par rapport à ses effectifs de l'année précédente. Dans les grandes entreprises il y a stagnation ou baisse des effectifs ou des voix de la CGT (voir le tableau ci-joint), à côté du renforcement de la CFDT. Si les dirigeants du PCF pouvaient s'attendre, vu leur politique unitaire, à un certain renforcement du PS, ils ne croyaient pas à un tel bond en avant.

C'est que le développement du PS s'inscrit dans le même processus que le développement

Effectifs de la CGT dans la Métallurgie Parisienne	Départements	Effectifs de la Métallurgie	Syndiqués 1973	Syndiqués sept. 1974
	Paris	158.993	8.373 5.2%	6.234 3.9%
	Seine et Marne	35.967	4.010 11.1%	3.596 9.9%
	Yvelines	105.186	6.551 6.2%	5.607 5.3%
	Essonne	38.816	4.171 10.7%	3.641 9.3%
	Hauts de Seine	239.277	26.623 11.1%	22.260 9.4%
	Seine-St Denis	105.577	16.172 15.3%	13.862 13.1%
	Val de Marne	54.440	8.001 14.6%	7.090 13%
	Val d'Oise	33.640	3.899 15.1%	2.787 8.2%
	Total	771.896	77.800 10%	65.437 8.4%

de la CFDT et, à un autre niveau, des groupes révolutionnaires : un processus de recombinaison des forces au sein du mouvement ouvrier depuis 1968, qui tend à remettre en cause l'hégémonie du PCF sur le mouvement ouvrier organisé (3).

Si le PCF pouvait admettre une progression électorale du PS, son but était que le PS soit le parti des "nouvelles couches moyennes", morde sur un électorat votant en général au centre. Non pas que le PS morde considérablement sur l'électorat du PCF et remette en question, en liaison avec la CFDT, son hégémonie dans le mouvement ouvrier. Car ce qui fait justement une des spécificités et force du PCF comme parti stalinien, ce sont ses liens avec la classe ouvrière. Les maintenir est quasiment pour lui une question de survie : par son "durcissement", il espère rééquilibrer le rapport de forces en sa faveur, en attendant les prochaines échéances électorales (élections législatives fixées pour 1978).

En plus, la polémique ouverte par le PCF, les "brouilles" qui traversent l'Union de la Gauche et du coup sa perte -- relative -- de crédibilité politique, servent d'alibi au PCF pour repousser les échéances de son arrivée au gouvernement, pour attendre les prochaines élections. En effet, si l'union entre le PCF et le PS s'était renforcée après les présidentielles, si les partis de gauche apparaissaient plus unis que jamais, renforçant leur poids politique, comment expliquer alors aux travailleurs qu'il faut attendre jusqu'en 1978 avant de se débarrasser du régime de Giscard ? Comment expliquer le refus des réformistes d'engager l'épreuve de force lors des grèves des P et T (Postes et Téléphone) et de la fonction publique cet automne ? Comment justifier l'absence de riposte centrale au développement massif du chômage, alors que, visiblement, la combativité ouvrière existe ?

Par l'effet de démoralisation qu'elle a au sein de la classe ouvrière, en dénonçant le PS comme responsable de la situation, la polémique du PCF fait diversion par rapport aux problèmes et justifie l'attente des prochaines échéances électorales fixées par la bourgeoisie.

Un tournant à droite du PS ?

Le PCF, pour les besoins de la cause, a analysé le congrès du Parti Socialiste qui s'est tenu à Pau (février 1975) comme un "tournant à droite".

La chose n'est pas aussi simple. L'évènement de ce congrès, c'est que l'"opposition de gauche", le CERES (Centre d'Etudes et de Recherches Socialistes) s'est trouvée exclue des postes de direction centraux du parti. Notons que le CERES est une opposition de gauche très pâle, un courant réformiste de gau-

che, qui se "bat" dans le PS au nom du Programme Commun et de l'unité d'action avec le PCF, qu'il n'est en rien un courant centriste balançant entre réforme et révolution. Plutôt que d'un virage à droite, l'éviction du CERES de la direction relève d'une manœuvre tactique de Mitterrand au sein du PS.

La progression importante du CERES (25% des mandats) obligeait Mitterrand à réagir. Ou bien maintenir le CERES à la direction du parti, ce qui avait l'avantage de réduire ses marges de manœuvre "gauches", mais amenait le PS à avoir une direction hétérogène face, entre autres, à la polémique avec le PCF, et amenait Mitterrand à cautionner la progression du CERES et son projet de grignotement progressif de l'appareil. Ou bien lancer un avertissement au CERES en l'excluant de la direction, au risque de le voir tomber dans l'opposition et renforcer son "auréole de gauche". Connaissant les limites de l'évolution à gauche du CERES, poussé par sa base, Mitterrand a choisi la seconde solution : entre deux maux, il a choisi le moindre !

Mais cela ne s'est absolument pas traduit par le développement important de courants droitiers au sein du PS, remettant en cause l'alliance avec le PCF, courant sur lesquels Mitterrand se serait appuyé (4).

D'autre part, le PS a réaffirmé sa détermination à "prendre ses responsabilités" gouvernementales si le PCF maintenait son refus d'accéder au gouvernement sous la présidence de Giscard : "La Constitution de 1958" a déclaré Mitterrand, "donne le droit au premier ministre, chef du gouvernement, de refuser de quitter le pouvoir s'il conserve la majorité parlementaire".

Notons que si aujourd'hui le PCF se refuse d'envisager un gouvernement de gauche sous la présidence de Giscard, avant les législatives de 1973, Marchais avait fait savoir que le PCF ne remettrait pas en cause l'élection de Pompidou au suffrage universel, si ce dernier, à son tour, tirait les conséquences d'une éventuelle victoire de la gauche. Bref, que le PCF était prêt à gouverner avec Pompidou.

La déclaration de Mitterrand ne doit pas être comprise comme une volonté de rompre l'alliance avec le PCF pour se retourner vers une partie de l'actuelle majorité présidentielle, mais plutôt comme une affirmation de l'autonomie du PS par rapport au PCF. Comme la volonté de montrer que les socialistes au pouvoir, tout en maintenant l'alliance avec les communistes, ne se priveraient pas non plus de chercher des alliances vers le centre pour jouer un jeu de bascule.

Une rupture de l'Union de la Gauche ?

Ce n'est pas, et de loin, l'hypothèse la plus probable.

Les réactions d'auto-préservation du PCF, au lieu d'élargir ses marges de manoeuvre, accentuent ses contradictions. Certes, "casser du sucre" sur le dos des socialistes peut avoir un répondeur chez une mince frange de vieux militants du PCF, mais cela plonge aussi dans le désarroi toute la nouvelle base électorale et militante du PCF recrutée à partir de la "nouvelle politique d'ouverture" du PCF, de sa politique unitaire.

Car, au plan politique et militant, la direction du PCF n'a aucune alternative réelle à proposer à l'alliance avec le PS et sa stratégie d'Union de la gauche. Le seul point de clivage qu'elle mettait en avant par rapport au PS -- le refus d'organiser des meetings en commun --, par son aspect dérisoire, en est le révélateur. Et, ce n'est pas parce que les Jeunesses Communistes, pour préparer leur rassemblement national, s'agitent un peu en occupant quelques locaux de l'Agence Nationale pour l'Emploi, afin de protester contre le chômage; ce n'est pas parce que la CGT durcit un peu le ton avant son congrès, que cela peut offrir des perspectives politiques aux militants du PCF.

Au contraire, sans une évolution fondamentale de la situation internationale, sans une nouvelle guerre froide qui justifie, aux yeux des travailleurs, un isolement du PCF et l'absence de perspective politique, une rupture de l'Union de la Gauche mettrait le PCF dans une situation embarrassante face à la montée ouvrière qui caractérise la période; il ne pourrait pas impunément faire une cure d'opposition, durcir le ton sans offrir de perspectives politiques à cette combativité.

Au dernier congrès du PS, en réponse à l'Humanité, Mitterrand s'est écrié : "Nous voudrions rompre l'Union de la Gauche, renouer l'alliance avec le centre ? Il faudrait que nous soyons trop bêtes ! Faites nous au moins cette concession".

Et il est vrai que si Mitterrand a intérêt à affirmer la place du PS par rapport au PCF, à faire apparaître la place qu'il exigera dans un gouvernement de l'Union de la Gauche, il n'a aucune raison de scier la branche sur laquelle il est assis.

Ce qui fait la crédibilité du PS comme alternative politique au régime actuel, y compris comme solution pour la bourgeoisie, c'est justement ses liens avec le mouvement ouvrier, son alliance avec le PCF. Alliance avec le PC et, bien sûr, en même temps, affirmation du rapport de force du PS et des marges de manoeuvre propres de Mitterrand par rapport à cette alliance. D'autant que si le PS s'est développé après Mai 68, c'est dans le cadre de cette union avec le PCF, et qu'une rupture de cette union et l'entrée de Mitterrand dans un gouvernement en alliance avec

les centristes risquerait fort d'entraîner des scissions au sein du PS (voir l'importance des courants "gauches"). Pour une opération tactique sans grand lendemain, Mitterrand se retrouverait sans parti et sans crédibilité politique et électorale, amené à être non pas chef de gouvernement, mais simple composante de la majorité présidentielle ! Une espèce de suicide dans la situation actuelle!

Bref, la polémique entre le PC et le PS ne traduit pas un éclatement inévitable entre deux stratégies différentes. Elle traduit simplement des "réactions différentes" de deux partis ouvriers réformistes à l'intérieur d'une même stratégie réformiste face à laquelle ils n'ont pas d'alternative politique à proposer. Ces "réactions différentes" renvoient évidemment à la nature différente des deux partis : comme parti stalinien, le PCF ne peut supporter de voir remise en cause son hégémonie sur la classe ouvrière. Ce qui explique ses réflexes d'auto-conservation, sans pour autant qu'il puisse en tirer un bénéfice substantiel. Car cette perte, relative, tendancielle, de son hégémonie n'est pas conjoncturelle. Elle est le produit d'une évolution des rapports de forces issus de 1968, évolution qui commence à dépasser le niveau des processus moléculaires, pour se cristalliser politiquement par des pertes du PCF sur sa droite et sur sa gauche.

Voilà pourquoi l'hypothèse la plus probable est que cette polémique, ces tensions, certaines avec des hauts et des bas, se poursuivront jusqu'aux prochaines échéances électorales. En même temps que se maintient le cadre de l'Union de la Gauche autour de l'alliance PCF-PS.

Les révolutionnaires n'ont pas à commenter en ricanant cette polémique PCF/PS, ce serait sous-estimer l'impact qu'elle a sur une certaine démoralisation des travailleurs qui n'en comprennent pas -- et pour cause -- l'enjeu.

Ils ne doivent pas non plus profiter de cette occasion pour "filer le train" soit au PCF, soit au PS. Du point de vue de la question du pouvoir, de la stratégie, ce sont deux partis de collaboration de classe dont le programme commun illustre le projet.

En partant des besoins objectifs des masses, en s'appuyant sur la combativité et les luttes ouvrières, en développant des initiatives propres, les révolutionnaires doivent mettre en avant une série de revendications et de formes de lutte, et exiger que le PCF et le PS prennent leurs responsabilités, s'appuient

sur la mobilisation des travailleurs, afin d'imposer la satisfaction de leurs revendications et, s'il le faut, engager l'épreuve de force avec le régime pour imposer un gouvernement ouvrier.

- (1) Jacques Delors : ancien chef du Cabinet du premier ministre Chaban Delmas, sous Pompidou; il a récemment adhéré au PS.
- (2) Michel Rocard : ancien secrétaire du PSU qui, avec une partie des militants de cette organisation, a rejoint le PS, dont il est

dirigeant depuis son récent congrès.

- (3) Sur les restructurations au sein du PS, du PSU, de la CFDT et le dernier congrès du PCF, voir INPRECOR N° 12.
- (4) Si l'on ajoute aux 25% du CERES, 15% de l'amendement "gauche" de Martinet (transfuge du CERES) à la motion Mitterrand, on constate que 40% des militants socialiste ont tenu à peser "à gauche" par rapport à leur direction.

THAILANDE

après les émeutes d'octobre 1973

UNE SITUATION INSTABLE

PIERRE ROUSSET

Le 26 janvier dernier, une nouvelle Assemblée Nationale était élue en Thaïlande. La première depuis celle de 1969, dissoute par le coup d'Etat du 17 novembre 1971. Aucun parti, ni coalition "naturelle" de partis n'y détient une majorité. Le 6 février, c'est un homme de l'ancien régime de la dictature militaire qui fut élu à la présidence de la Chambre : Prasit Kanchanawat, ex-ministre du Commerce, riche commerçant, politicien de droite affirmé. Le 13, la même Assemblée nomme Seni Pramoj premier ministre. Considéré, suivant les critères thaïlandais, comme étant "de gauche" (titre, on le verra, usurpé !), il dirige le Parti Démocrate, traditionnellement opposé au régime militaire. Le 21 février, le gouvernement est formé. Il comprend 18 ministres du Parti Démocrate, 9 sans parti et... 3 ministres du Parti Social Agrarien, dont le président, Sawet Piumpongsarn, devient vice-premier ministre et ministre des Finances. Or, le dit Parti Social Agrarien est l'une des formations descendant directement du régime même dont le Parti Démocrate était l'opposition. Ce curieux gouvernement resté minoritaire dans l'Assemblée. Il regroupe 91 sièges sur 269.

C'est l'ambiguïté de la situation née des jour-

nées d'octobre 1973 qui se reflète dans ces élections cahotiques.

Octobre 1973. En cinq jours de manifestations -- qui tournent à l'émeute quand la police tire -- les étudiants thaïlandais forcent le triumvirat militaire (les généraux Praphas et Thanom et le colonel Narong) à s'enfuir à l'étranger. Il s'agit, en fait, presque d'un soulèvement populaire rassemblant jusqu'à 300.000 personnes, événement sans précédent dans le pays (1).

Il y a loin, néanmoins, de la fuite des dictateurs au renversement du régime. Malgré la mise en place d'un gouvernement civil, les structures du pays restèrent inchangées. L'"insurrection étudiante" d'octobre 1973 aura été utilisée par une partie des classes dominantes (représentée en l'occurrence par le roi et soutenue très probablement par la CIA) pour prendre le dessus sur l'autre (liée au commandement militaire traditionnel). De ce point de vue les étudiants auront été victimes d'un jeu de dupes. Mais l'irruption des masses populaires urbaines dans les rues de Bangkok ne peut se réduire à une intelligente manipulation politique. Elle met en lumière l'accroissement de la crise sociale et, en retour, l'approfondit.

L'octobre thaïlandais ouvre une période de transition qui verra les luttes de classe prendre un brutal essor et à laquelle la bourgeoisie et l'impérialisme seront incapables de mettre rapidement fin. Seize mois plus tard, les élections et la formation du nouveau gouvernement l'illustrent, si besoin en était.

La conjoncture économique et la crise structurelle

L'autorité morale du roi, Bhumibol Adulyadej, reste très grande en Thaïlande. Elle lui permettra de désigner, au lendemain des mouvements de l'automne 1973, un nouveau premier ministre. L'ancien recteur de l'université Thammasat, cœur du mouvement étudiant, Sanya Dharmasakti. Il n'a pas trempé dans les milieux de la dictature militaire. Appuyé par le roi, il gagnera le soutien d'une majorité des membres du Centre National des Etudiants Thaïlandais (National Student Center of Thailand -- NSCT). Malgré ce crédit initial, le gouvernement Sanya ne fera, de l'avis général, que survivre, incapable d'offrir une solution à la crise sociale et politique qui secoue l'Etat.

Il bénéficiera pourtant d'une conjoncture économique exceptionnellement favorable en ces temps de récession internationale. La hausse des prix du pétrole frappe évidemment un pays qui doit importer 85% de ses besoins énergétiques. La "note pétrolière" devait être de \$ 512 millions pour 1974 contre \$ 180 millions en 1973. Mais la Thaïlande voit ses exportations largement stimulées par la hausse, sur le marché mondial, des prix de ses principaux produits d'exportation : riz, maïs, sorgho, sucre, caoutchouc, étain... Du premier semestre 1973, au premier semestre 1974, le prix à l'exportation du riz augmentera de 183%, du caoutchouc de 73%, du maïs de 57%... En 1972-73, la récolte de riz avait été mauvaise du fait de la sécheresse. En 1973-74, elle fut très bonne, approchant les 14 millions de tonnes de paddy (riz non décortiqué). Cela permit de doubler, en valeur, les exportations par rapport à l'année précédente. Les exportations de caoutchouc, quant à elles, augmentent de 20% en volume et de 120% en valeur. Et les exportations d'étain augmentent de moins de 8% en volume mais de plus de 30% en valeur. Le tourisme a assuré d'importantes rentrées de devises, deux fois plus qu'il y a 4 ans (environ 850 millions de francs français). Le pays ne connaîtra pas, alors, de récession (2).

Cette conjoncture très favorable n'aura pas permis, pour autant, de stabiliser la situation sociale. La crise structurelle de l'économie thaïlandaise est trop grave et la prégnance des intérêts bourgeois et impérialistes trop profonde.

Il y a peu, on décrivait encore la Thaïlande comme un pays de petite propriété agricole,

où existait un surplus de terres. C'était largement vrai et cela explique, pour une bonne partie (à l'image du Cambodge) la passivité prolongée de la paysannerie thaï. Depuis, la concentration foncière et la main-mise sur les terres des propriétaires absentéistes font que 60 à 65% de la population rurale (qui représente 80% de la population du pays) sont des paysans sans terre (fermiers ou ouvriers agricoles). Kevin Rafferty, dans le Financial Times du 10/4/1974, montre comment, de surcroît, la hausse des prix mondiaux du riz n'aura bénéficié en rien aux paysans. Le prix à l'exportation de la tonne de riz blanc est de 11.000 baths (\$550, FF 2.300). Mais le prix d'achat de la tonne de paddy (riz non décortiqué) à la production est de 1.800 baths ou plus fréquemment de 1.500 baths, soit l'équivalent de 2.300 baths la tonne de riz blanc. Certes, durant les deux dernières années, le revenu rizicole du paysan a augmenté à chaque fois de 50%. Mais cette augmentation a été plus qu'absorbée par la hausse des prix des produits que ce dernier doit acheter : fertilisants, vêtements, outils... et même le riz de consommation, puisque souvent le paysan ne décortique pas lui-même son paddy. Il faudrait au minimum 8 rai de terres (soit près de 3 acres) dans la riche plaine du centre au fermier pour commencer à bénéficier de la hausse. Quand on sait que les taux mensuels d'usure peuvent atteindre jusqu'à 20 ou 30%, on comprend que les dettes paysannes et la concentration foncière ont continué à augmenter. Le riz ne manque pas. Mais le système social crée pénurie artificielle et famine tendancielle.

La condition sociale des travailleurs urbains n'est pas meilleure. Le gouvernement achète à bas prix une quantité donnée de riz aux marchands qui comptent exporter. Ce riz est destiné à être vendu 40 baths le sac de 15 kilos dans les magasins de l'Etat de Bangkok (contre 70 b. sur le marché libre). Cette mesure, visant 10% seulement de la population reste sans effet significatif : seule une faible part du riz ainsi acheté arrive à destination. Il sert surtout à assurer des super-profits aux gens "en place" et passe au marché libre ou entre dans les réseaux de contrebande pour être vendu sur le marché mondial. Surtout, le développement économique de Bangkok aura été profondément déformé par la domination impérialiste.

La Thaïlande est l'un des pays de la région qui aura connu, durant les années 60, le plus fort taux d'expansion, grâce à la guerre du Vietnam et aux considérables investissements américains. L'armée US reste le principal patron après l'Etat, employant 80 à 100.000 civils thaïlandais. Mais le retrait du corps expéditionnaire du Vietnam a porté un rude coup à l'entrée des devises. Les permissionnaires américains (les R & R : Rest and Recreation -- Repos et Récréation) dépensaient 5 millions de dollars par mois dans les bars et les bordels de Bangkok. Le "boom vietnamien" s'épuise.

Et si une relative industrialisation s'est produite, concernant même des biens de consommation durables (tels les voitures dont la production est assurée par une dizaine de chaînes de montage), elle n'est en rien tournée vers les besoins en développement du pays (notamment agricoles). Machines-outils et fertilisants sont importés. Les exportations dépendent avant tout des matières premières. Or, les cours mondiaux de ces dernières ont, semble-t-il, bel et bien commencé à s'effondrer du fait de la récession internationale. La source de la haute conjoncture économique de l'année passée s'est tarie.

L'économie est sous contrôle impérialiste. Le capital japonais représente 11,5% des investissements, le capital US, 5,7% et le capital de Taïwan (Formose), 5,2%. Cela suffit : ils orientent la production et importent leur crise.

Les conséquences sociales sont là. Selon un rapport du Bureau National de Développement Economique, en 1972 comme en 1973, ce sont 5,500 enfants de moins de 5 ans qui sont morts de malnutrition. 70% des enfants des faubourgs de Bangkok n'ont reçu que 70% de la quantité de calories qui leur est nécessaire (3).

Pour la première fois -- la Thaïlande était le grenier à riz du sud-est asiatique -- le riz vient à manquer. L'inflation (d'un taux de 25% par an) frappe durement les travailleurs urbains et un chômage de 6 à 7% de la population active apparaît à Bangkok. C'est une nouveauté dans l'histoire thaïlandaise.

L'éveil des luttes de classes

En dehors des régions -- périphériques -- des minorités nationales, la Thaïlande n'a pas connu d'importantes luttes sociales jusqu'à 1973.

La "révolution de 1932" qui mit fin à la monarchie absolue ne fut l'affaire que des sommets de la hiérarchie sociale. Et, depuis, les changements de régimes se sont apparentés à des révolutions de palais plutôt qu'à des mouvements populaires.

Les premiers mouvements de grève commencèrent quelque mois avant la chute de la dictature militaire. Ils prirent une ampleur considérable par la suite. En un an, ce sont plus de 400 grèves qui ont éclaté, soit plus de 300.000 journées de travail perdues. Un chiffre supérieur à celui des 20 dernières années prises ensemble ! Aux luttes étudiantes succédèrent, fin 1973, trois mois de grèves incessantes (notamment dans l'industrie, les transports et les banques) et de manifestations parfois violentes. Début 1974, outre une courte grève des pêcheurs, la situation fut marquée par la montée des luttes paysannes. C'est en juin-juillet que les luttes prirent une nouvelle ampleur. 5.000 ouvriers du textile

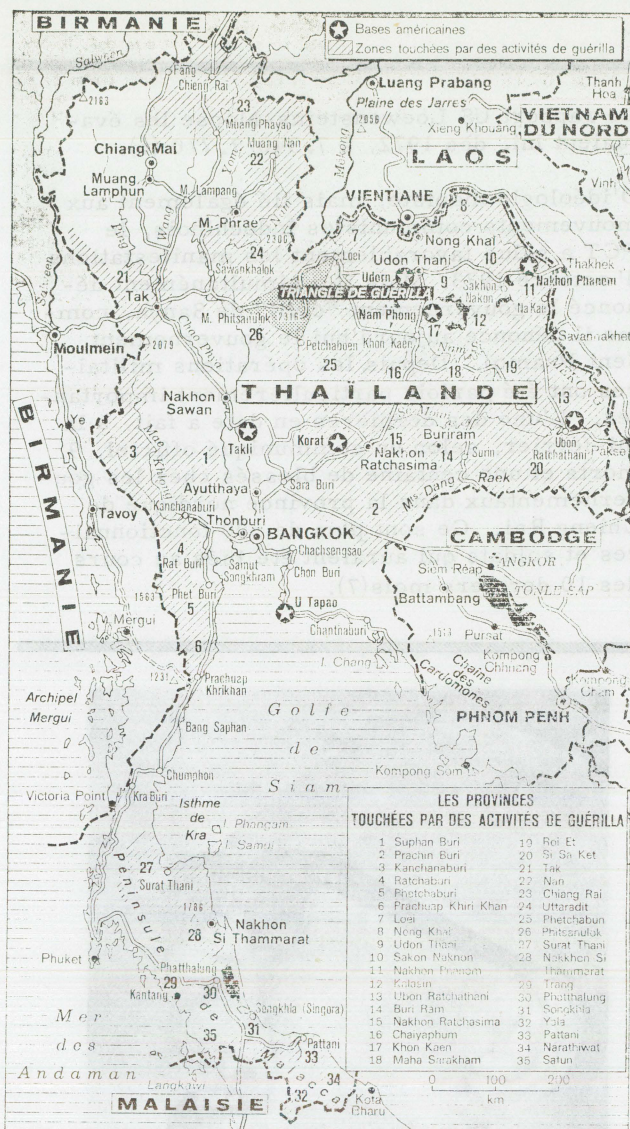
se mettent en grève. Pour la première fois ils reçoivent le soutien de 34 associations regroupant 400.000 travailleurs qui lancent un "ultimatum au gouvernement" pour qu'il modifie les lois sur le travail. Les revendications des ouvriers du textile concernent le code du travail, les conditions de travail et les salaires : ils réclament que leurs salaires journaliers passe de 16 à 25 baths (soit de 4 à 6,25 FF par jour !).

Fin juin-début juillet, ce sont des centaines de paysans, venus de 11 provinces qui manifestent à Bangkok. Là encore un fait sans précédent en Thaïlande. Ils occupent la grande place de Saman-Luang et menacent de labourer les rues de la capitale thaïlandaise. Ils jugent le projet gouvernemental de réforme agricole insuffisant, protestent contre les taux usuraux auxquels ils sont soumis, réclament la restitution de leurs terres expropriées et exigent des poursuites contre les propriétaires absentéistes.

Grèves et manifestations se poursuivirent durant l'été (grève des employés d'hôtel, notamment), se concluant fréquemment par des succès partiels. D'importants courants de radicalisation sont apparus chez les bonzes. Cinq bonzes supérieurs ont entamé en décembre une grève de la faim pour protester contre l'autoritarisme, la répression politique et la corruption de leur milieu -- soutenus par plus de 2000 religieux. Bien qu'affaibli, le mouvement étudiant reste actif : le 22 janvier, ce sont 10.000 manifestants dirigés par les étudiants qui mirent le feu à la résidence du gouverneur de la province du Sud de Nakhon-Si-Thamavat, accusé de corruption.

Les luttes, en Thaïlande, commencent d'embrasées comme des luttes de classes -- à la ville et à la campagne. Elles prennent le pas sur les luttes anti-impérialistes, à l'inverse de ce qui a pu se passer au Vietnam. Elles ont embrassé l'ensemble des secteurs qui n'avaient pas été touchés par les guérillas communistes.

Malgré son ampleur, cette explosion de luttes ne menace pas directement le régime et les classes dominantes. Le prolétariat et la paysannerie thaïlandais manquent en effet par trop de tradition d'organisation. Le Parti Communiste thaïlandais, fondé il y a 32 ans, n'a certes pas viré au réformisme. Mais son implantation reste périphérique, au sein des minorités nationales et, jusqu'à octobre 1973, il n'a pas joué de rôle actif à Bangkok et dans sa région. Il n'y avait pas d'organisation syndicale à proprement parler -- interdite par la loi dictatoriale. Seules des "associations de travailleurs" étaient autorisées, aux fonctions limitées. Si bien que quand les luttes éclatèrent, les ouvriers d'une entreprise en grève durent bien souvent faire appel à des permanents centraux de ces associations pour négocier leurs revendications avec le patron, au-



Carte des activités de guérilla en Thaïlande, tirée du Monde Diplomatique de février 1975 (Marcel Barang et Nayan R. Chanda).

cun d'entre eux n'ayant l'expérience nécessaire. Il n'y a pas d'organisation politique indépendante de la classe ouvrière, même réformiste, qui ait eu une base de masse à Bangkok avant la chute de la dictature. L'idéologie dominante est celle du bouddhisme "Theravada" (du "petit véhicule"), individualiste. Beaucoup de thaï croient toujours que les inégalités sociales relèvent de la naissance. Népotisme et corruption apparaissent parfois naturels.

Il reviendra dans ces conditions au mouvement des étudiants de jouer le rôle de catalyseur et d'avant-garde politique. Mais lui aussi manque de tradition. C'est en 1965 que les premiers noyaux, très restreints, se constituent sous la forme de "groupes d'études et de discussion". Leurs membres oscillent entre le romantisme révolutionnaire et l'action sociale (éducation, bidonvilles, santé...). C'est très tardivement que se forme le Centre National des Etudiants Thaïlandais (National Student Center of Thailand -- NSCT) qui com-

mence par dénoncer la présence de l'impérialisme japonais, sûr de trouver en cela des faveurs jusque dans les cercles gouvernementaux. Puis, il s'attaque aux structures universitaires, dénonce la corruption et réclame une constitution, gagnant progressivement un large soutien populaire. Les manifestations d'octobre seront déclenchées par l'arrestation de militants du Mouvement pour la Constitution.

Dans le cours même des manifestations d'octobre, une division se fera jour entre ceux qui tendent à accepter le premier compromis avec la dictature et ceux qui veulent sa chute et poussent à la mobilisation, tel Saeksan Praserkul. Après la formation du gouvernement Sanya, la majorité des membres du Centre National des Etudiants de Thaïlande s'y rallieront (l'énorme majorité du milieu étudiant vient de la moyenne bourgeoisie et des couches intellectuelles urbaines), tandis que l'aile la plus radicale appellera à soutenir les luttes ouvrières.

De ces divisions vont naître plusieurs courants et organisations. L'un des dirigeants, Sombat Thamrong Thanyawongse rejoint une formation bourgeoise. Thirayuth Boonmee, qui s'était opposé à la poursuite des manifestations, fondera le "Groupe pour la Démocratie" (People for Democracy Group) avant de le quitter. Ce groupe, sous la direction de Pirapon, deviendra l'un des courants les plus radicaux, essentiellement implanté en milieu étudiant (notamment en province). Saeksan Praserkul, enfin, créera le FIST (Federation of Independent Students of Thailand -- Fédération des Etudiants Indépendants de Thaïlande). Cette organisation, forte à l'université Thammasat tout particulièrement, joua un rôle moteur dans les mobilisations et semble avoir réussi à briser le ghetto universitaire. Le Centre Nationale des Etudiants Thaïlandais proprement dit, étant formé de délégués d'universités, verra son orientation fluctuer au gré des majorités.

A ces divisions politiques s'ajouteront les multiplications des heurts violents (y compris à coup de bombes artisanales) entre collèges techniques. Le mouvement étudiant perdra peu à peu une bonne part de son audience. L'aile réformiste bourgeoise participera à la propagande gouvernementale visant à préparer les campagnes à la nouvelle démocratie. Mais l'aile radicale tissera peu à peu des liens avec les luttes ouvrières et paysannes. Une coordination, une coopération semble ainsi s'établir, qui permettra la centralisation de mouvements paysans sur Bangkok. Un Front Uni Anti-Dictature s'est notamment mis en place.

Les librairies s'ouvrent brusquement aux ouvrages marxistes. Le Parti Communiste thaïlandais qui était ignoré des milieux intellectuels urbains devient un pôle de référence pour le mouvement étudiant - même si son implantation propre reste, apparemment, très faible.

C'est tout un processus de formation de mouvements de masse ouvriers et paysans comme d'avant-garde politique qui est en cours dans les villes thaïlandaises et dans les provinces où le PCT n'est pas actif.

Les guérillas communistes

C'est là l'un des paradoxes de la situation thaïlandaise. Dans les provinces où il est implanté, le PCT a réussi à résister aux multiples opérations menées contre lui par l'armée thaïlandaise avec des moyens considérables. Il a régulièrement étendu ses zones d'action et renforcé son mouvement. Alors qu'au-delà de ces provinces -- et jusqu'à dernièrement -- il n'était pas une force politique capable d'intervention propre.

Le PCT dirige un mouvement de guérilla, le Front Patriotique de Thaïlande (FPT). Les principales actions armées sont développées dans trois zones. Le Nord-Est, plateaux inclinés vers le Mékong (frontière laotienne) et peuplés de 16 millions de Lao-Thaï, région la plus pauvre du pays. C'est le berceau du PCT. Le Nord, où il organise les minorités méos (hmong) dans les montagnes et collines. Dans le Sud, où quatre provinces -- Pattani, Yala, Narathiwat, Songkhla -- sont peuplées de musulmans. Ces derniers sont probablement en contact et avec le PCT et avec le Parti Communiste malais qui opère de l'autre côté de la frontière, bien qu'il existe aussi un mouvement musulman séparatiste non orienté à l'extrême-gauche.

C'est en tout dans 40 provinces sur les 71 que compte la Thaïlande que des actions armées ont été signalées. Un informateur du FPT, rencontré à Bangkok, expliquait au journaliste du Monde Diplomatique que "désormais, les maquis (étaient) coordonnés via Bangkok".

"Nous distinguons deux sortes de zones" a-t-il poursuivi, "celles que nous contrôlons de nuit (elles représentent un huitième du Nord-Est, un dixième du Nord et un vingtième du Sud) et celles que nous tenons en permanence. Ce ne sont pas à proprement parler des zones libérées : les autorités peuvent s'y rendre, mais sous forte escorte militaire. En fait, elles lui échappent totalement : ni impôts, ni conscription, aucune coopération. Les villages vivent en économie fermée" (4). Depuis le PCT a proclamé l'existence de zones libérées (cf Le Monde 25/9/1974).

Les chiffres donnés par les services américains ou thaïlandais concernant la force des guérillas varient. Cependant, ils augmentent constamment. D'après les derniers chiffres, publiés dans la Far Eastern Economic Review, ils seraient de 8.000 en 1974, contre 5.000 un an auparavant et 3.500 en 1972 (5).

Le rapport US Loewensteins-Moose les évaluaient lui, dès 1972, à 7.340/7.770 (6).

D'idéologie maoïste, mais lié également aux mouvements communistes indochinois, le PCT a salué favorablement les manifestations d'octobre 1973. Mais il a simultanément dénoncé le gouvernement "civil" de Sanya, comme il dénonce aujourd'hui le gouvernement Seni Pramoj. Depuis, les opérations militaires ont été parfois particulièrement importantes. L'une des dernières en date a fait, à la mi-février, selon un communiqué officiel, 9 morts et une centaine de blessés chez les gouvernementaux dans la province nordique de Chiang Rai. Ce sont plus de 500 fonctionnaires et soldats qui auraient été tués au cours des 10 derniers mois (7).



Kamthorn—Bangkok Post

L'ancien premier ministre Sanya

Un certain nombre de facteurs objectifs permettent de comprendre, en partie, le caractère périphérique de l'implantation du PCT. Il a trouvé dans les régions frontières des populations souvent particulièrement pauvres et soumises à l'oppression nationale. Alors que le centre de la Thaïlande accusait un important retard quant au développement des luttes de classes. Du fait de l'absence, pendant une longue période, de crise agraire aiguë et de domination coloniale directe, la Thaïlande sera en effet une "zone tampon" entre les territoires français et anglais de la région. Du fait aussi que le prolétariat urbain et la bourgeoi-

sie commerçante sont nés de l'immigration chinoise. Même en Thaïlande, où l'assimilation de cette immigration est plus forte que dans bien d'autres pays de la région, la population chinoise ou sino-thaï aura quelque mal à imposer ses droits politiques. Du fait enfin que le développement de Bangkok, cancer greffé sur la Thaïlande, sera très rapide à partir de l'amorce de l'exode rural. Bangkok compte aujourd'hui entre 3 et 4 millions d'habitants (avec la ville jumelle de Thonburi). En 1950, elle n'en avait que 780.000 et 1.7 million en 1960. La seconde ville du pays, Chiang Mai, n'en regroupe que 200.000.

Mais il reste des problèmes politiques. Il est possible, tout d'abord, que des choix d'orientation aient aussi pesé dans l'absence de travail urbain élargi. Ensuite, le PCT est aujourd'hui encore d'idéologie maoïste. Or, la diplomatie de Pékin porte à faux par rapport à son orientation. L'agence Chine-Nouvelle aura mis près d'un an à faire le bilan des actions du PCT après octobre 1973. Et Pékin Information n'accorde pas de place importante à ses déclarations et émissions de radio. Plus grave, Chou En-lai a déclaré à un diplomate thaïlandais que les troupes US devaient rester dans le pays pour faire pièce à l'influence soviétique dans l'océan indien. Le Centre National des Etudiants de Thaïlande protestera contre cette déclaration (8), et le PCT ne changera pas sa politique combative. Il reste là une contradiction entre les références idéologiques du PCT et ses rapports avec Pékin. Enfin, il s'est essentiellement développé, au cours de ces dernières années, dans le cadre d'une activité de guérilla. Il se voit confronté aujourd'hui à des mouvements de masses, plus ou moins spontanés, dans la paysannerie, le prolétariat urbain, le milieu étudiant, qui engagent des luttes avant tout revendicatives et politiques -- au moins dans la période actuelle. La rencontre n'est pas nécessairement facile. Ces questions sont d'importances : le PCT est la seule organisation révolutionnaire constituée de longue date. De son évolution peuvent découler bien des choses.

L'ombre des militaires

Malgré la fuite des trois dictateurs, la formation de gouvernements "civils", l'élection de l'Assemblée Nationale, l'ombre des militaires continue à dominer la Thaïlande. "Trois tuiles du toit (les maréchaux Thanom et Prapass et leur parent le colonel Narong) ont été balancées par-dessus le mur du jardin, mais le reste de la maison n'a pas été touché" déclare, désabusé, un dirigeant étudiant (9). L'armée a beau faire le dos rond depuis l'octobre thaïlandais, son pouvoir reste intact. Nombre de faits l'attestent -- au-delà de

l'absence de toutes réformes profondes.

Nombreux sont ceux qui vivent dans l'attente d'un coup d'Etat, comme lors du retour à Bangkok du maréchal Thanom Kittikachorn, le 27 décembre 1973. Malgré l'interdiction faite par le gouvernement à sa venue, il évita les contrôles de douane et de police à sa descente d'avion et passa directement sur l'aéroport militaire où il s'entretint avec des officiers. A l'annonce de sa venue, les étudiants se réunirent dans l'enceinte de l'université Thammasat. Un front uni d'une vingtaine d'organisations se constitua dont la Fédération des Etudiants Indépendants de Thaïlande de Saeksan Praserkul et le Groupe pour la Démocratie. Ce rassemblement fut attaquée à la bombe artisanale par la droite. Il s'en suivit un échange de coups de feu. Finalement Thanom fut refoulé vers Singapour après une valse-hésitation gouvernementale et des pressions de l'armée qui firent abandonner à Sanya le projet défendu par les étudiants de faire passer en procès l'ancien dictateur. Cet épisode fit regagner une bonne partie de l'audience perdue dans la population par le mouvement étudiant -- au bénéfice de son aile radicale. Il mit surtout en lumière les connections militaires qui continuent à fonctionner.

L'armée n'est pas le seul pouvoir semi-occulte. Un scandale éclata à Bangkok quand le quotidien The Nation révéla qu'un agent de la CIA avait envoyé des propositions de négociation au premier ministre... au nom d'un dirigeant communiste du Nord-Est ! En juillet 1973, des émeutes éclatèrent dans les "quartiers chinois" du centre de la capitale, lorsque la police (détestée) voulut arrêter un chauffeur de taxi. Elles durèrent trois jours et auraient fait 30 morts et 200 blessés. Les étudiants durent annuler les manifestations prévues pour le 4 juillet -- jour de la fête nationale américaine -- pour protester contre la présence de l'impérialisme US. La gauche tend à voir dans ces événements la main du Kuomintang taïwanais (rappelons que Formose est le troisième investisseur étranger) dans le but de faire reculer les élections par une stratégie de tension".

La vie politique thaïlandaise est donc dominée par l'inquiétude du coup d'Etat. Il n'irait pourtant pas sans problème. Les luttes sociales ne se sont pas épuisées. Ce serait rejeter toute opposition dans la clandestinité, et risquer de voir le PCT gagner brusquement une implantation de masse nationale. L'issue d'un tel coup resterait incertaine. C'est pourquoi l'armée fait encore le dos rond et attend, sûre que le pouvoir civil" ne trahira pas ses intérêts. Le général Kris Sivara, notamment, aujourd'hui l'un des principaux officiers supé-



Kamthorn—Bangkok

rieurs, n'a pas participé aux luttes électorales, se réservant apparemment pour un éventuel rôle bonapartiste ultérieur. Il a quand même indiqué ses préférences : une coalition des droites.

Le résultat des élections reflète cette situation ambiguë. 42 partis se présentaient et 2199 candidats se disputaient 269 sièges. Il n'est pas facile de les définir. Le phénomène de "clientèle" est toujours dominant. Les programmes sont souvent très proches. Et chacune des principales formations regroupe une partie de l'appareil militaire, des intérêts industriels et bancaires (que les officiels ont largement pénétrés) et une puissance impérialiste privilégiée. Le népostime est roi.

Quatre partis assuraient la continuité directe de l'appareil politique de la dictature. Le Parti de la Nation Thaï (Chat Thai). Parmi ses dirigeants se trouvent le commandant des troupes thaïlandaises au Laos, le général Paitun Inkatanawat; un ancien ministre des Affaires Etrangères, le brigadier Chatichai Chunhavan; le général Pramarn Adireksan... Le Chat Thai est lié à des intérêts japonais, aux secteurs textiles, sucriers... Le Parti de la Justice Sociale (Dhamma Sangkhorn). A sa tête un homme d'affaires fort riche : Dewit Klinprathum. Le Parti Social Agrarien (Kaset Sanghom). Et le Parti Social Nationaliste (Sangkhorn Chat Niyom). Le premier a obtenu 28 sièges, le second 45 et les 2 derniers (petites formations qui leur sont alliées) 37. Malgré les millions dépensés lors de la campagne électorale, c'est un échec relatif pour eux. Il manifeste le rejet par la population, de la droite pro-Thanom dans les centres les

plus politisés, et ce, malgré les prévarications.

Le Parti d'Action Sociale (Kit Sanggkhom) de Kulkrit Pramroj subit, lui aussi, un échec (18 sièges). Royaliste et loyaliste, il veut fonder un parti à l'image de celui de Lee Kuan Yew à Singapour. Probablement lié plus étroitement aux américains et à Israël, Kulkrit Pramroj s'est entouré de banquiers et industriels, et, notamment, du président de la Coca Cola Thaïlande. C'est le parti de son frère, Seni Pramroj, le Parti Démocrate, qui emporte une victoire relative : il gagne 72 sièges dont 23 sur les 26 de Bangkok. C'est le seul ancien parti -- et ancien parti d'opposition -- censé représenter la bourgeoisie autochtone; il est qualifié de "libéral". Et Seni a une réputation bien assise d'honnêteté. D'où probablement le succès du Parti Démocrate. Il n'en est pas moins très proche de son frère Kulkrit. Et son gouvernement donne sa mesure, maintenant qu'il est premier ministre : le ministre des Affaires Etrangères est Pichai Ratakul (Parti Démocrate) -- homme d'affaires qui fut, il y a 11 ans, directeur du Rotary International pour l'Asie du Sud-Est. Le vice-premier ministre et ministre des Finances est le dirigeant du Parti Social Agrarien. Le ministre de la Défense, sous l'injonction des officiers supérieurs, reste à un militaire : le général Thawich Seniwongse.

Le Parti des Forces Nouvelles (Palang Mai), dit le parti des jeunes technocrates et intellectuels, est qualifié "d'à peine à gauche du centre" par le journaliste de l'International Herald Tribune (10)... Il regroupe 12 sièges. Deux partis socialistes enfin, Le Front Uni

«la prochaine étape de la révolution asiatique peut se jouer, pour une part, en Thaïlande»

Socialiste (10 sièges). Il regroupe d'anciens éléments de gauche dont certains furent emprisonnés. Et le Parti Socialiste de Thaïlande. Ce dernier (15 sièges) a vu ses députés élus avant tout dans les régions politisées et radicalisées du Nord-Est. Son dirigeant le plus connu est un professeur de sociologie à l'université Thammasat, Boonsanong Punyodyana. C'est probablement le parti le plus à gauche, même s'il reste politiquement très hétérogène. Dans une interview donnée au journaliste Norma Peagam (11), Boonsanong explique qu'il y a dans son parti environ 30 anciens prisonniers politiques et nombre de militants d'octobre 1973. Il se refuse, de façon significative, à condamner le PCT et explique, au contraire, que "il est certainement naturel que les hommes aimant la liberté... ne cessent de résister" vu le caractère exploiteur et oppresseur du gouvernement et que "les communistes sont de bons exemples de tels hommes patriotes et amoureux de la liberté". C'est un langage assez inhabituel de la très anti-communiste société politique de Bangkok. Des courants réformistes, des personnalités se reconnaissant dans l'un des promoteurs de la révolution de 1932, Pridi Banomyong, exilé en Chine puis à Paris (12); des militants radicaux se côtoient au sein du PST.

Une coalition centre-droite/extrême-droite a formé le gouvernement minoritaire. Le bloc de partis le plus fort à l'Assemblée Nationale est celui des partis de la droite pro-Thanom. Mais ils ne peuvent avoir la majorité à eux seuls. Le Parti Démocrate reste le vainqueur de ces élections vu sa réputation de "probité". Les royalistes se retrouvent très minoritaires dans l'Assemblée. La gauche aussi. Mais 60% de la population s'est ab-

stenue et Bangkok et le Nord-Est ont voté pour le Parti Démocrate ou la gauche. Ces élections ouvrent une nouvelle période d'instabilité politique au lieu de la clore.

Washington

Le coup militaire -- possibilité toujours présente -- semble reporté. L'avenir des luttes dépendra pour une large part de la capacité de la nouvelle et jeune génération de militants radicaux issue de l'octobre 73 et des combats qui lui ont succédé, à regrouper leurs forces, centraliser les luttes étudiantes, ouvrières et paysannes et leur offrir des perspectives politiques et revendicatives durant la période de transition aujourd'hui ouverte. Tout en s'affirmant prête à répondre à toute éventualité. Mais l'impérialisme US intervient lui aussi comme facteur actif dans les processus en cours. La Thaïlande est en effet une clé de sa stratégie régionale. Charnière entre l'Indochine, le sud-est asiatique et le monde indien, elle a plus de 2000 km de frontières communes avec le Laos et le Cambodge et 780 km de côtes sur l'océan indien. Membre fondateur de l'OTASE, elle a bénéficié d'une "aide" quasi inégalée de la part de son protecteur et maître. C'est de la base US d'Utapao que part aujourd'hui le pont aérien qui alimente Phnom Penh. Dans l'hypothèse de la chute du régime de Lon Nol et de la domination du Pathet Lao sur la droite de Vientiane, Washington a fait de la Thaïlande sa prochaine ligne de défense -- tout en commençant déjà à consolider ses arrières dans le Pacifique.

La prochaine étape de la révolution asiatique peut se jouer, pour une part, en Thaïlande.

NOTES

- (1) Voir Quatrième Internationale, N° 13 (janvier-mars 1974) et Far Eastern Economic Review du 22 octobre 1973.
- (2) Voir J.C. Pomonti, Le Monde, du 28/5/1974; Kevin Rafferty; Financial Times du 10/4/1974 et le Bulletin Commercial de la Banque de Bruxelles du 26/12/1974.
- (3) Le Monde du 20/12/1974.
- (4) Marcel Barang et Nayan R. Chanda, Le Monde Diplomatique de février 1974.
- (5) Far Eastern Economic Review du 17 janvier 1975.
- (6) Le Monde Diplomatique, id.
- (7) Le Monde du 23/5/1974.
- (8) The Voice of the Nation (quotidien de Bangkok) du 20/1/1975.
- (9) J.C. Pomonti, Le Monde du 28/5/1974.
- (10) International Herald Tribune du 28/1/1975.
- (11) Far Eastern Economic Review du 17 janvier 1975.
- (12) Pridi, contrairement à ce qu'affirme dans son livre (Dictionnaire des PC et Mouvements Révolutionnaires) F. Fetjö, n'est pas président du PCT. □

le palais face à la crise



Hassan II

ABBAS TARIQ

Au Maroc, la crise du régime se combine aujourd'hui avec la crise de l'impérialisme dont une des manifestations les plus explicites est l'inflation capitaliste mondiale. Cette poussée inflationniste se traduit, ici comme ailleurs dans les économies périphériques, par les attaques répétées contre le niveau de vie des masses. La détérioration du pouvoir d'achat -- quand bien même des augmentations salariales de l'ordre de 15% furent arrachées par un prolétariat combattif -- est très forte.

La revue économique et sociale LAMALIF (N°66, novembre 1974) révèle que "l'indice des prix de gros a augmenté de 5,4% en juillet et l'indice des prix de détail de 1,3%, ce qui représente une augmentation de 14,3% entre juillet 1973 et juillet 1974 pour les prix de détail et de 21,6% pour les prix de gros". Cette publication souligne que "si les chiffres d'août et de septembre étaient rendus publics, la hausse serait doublée ou triplée et ceci en dépit des pondérations que subit l'indice officiel". En effet, les distorsions de cette indice sont telles qu'il ne possède plus aucune signification; les services étatiques eux-mêmes ont demandé récemment la mise en place d'un autre indice qui reflète mieux la réalité (celui-ci date de 1959).

Comment une économie reposant essentiellement sur l'exploitation du sol et du sous-sol et tournée essentiellement vers l'exportation peut-elle échapper à la dépendance et ne pas subir les effets de la crise du système capitaliste ?

Ainsi lorsqu'on regarde l'état du commerce extérieur des 6 premiers mois de 1974, on constate

que les importations marocaines ont augmenté de 73% (2.215 millions de DH en 1973 à 3.829 en 1974 -- 1 DH = 1,10 FF, 0,70 FS, 85 FB), alors que les exportations n'ont augmenté que de 66% (2.037 à 3.373 millions de DH). Le déficit passe donc de 178 à 456 millions de DH. Cette croissance des exportations est d'autant plus significative qu'elle concerne avant tout le blé tendre (qui passe de 144 à 414 millions de DH), le sucre (de 174 à 311 millions de DH), le pétrole (de 98 à 432 millions de DH), les huiles végétales et le bois brut.

Les produits semi-finis sont passés de 573 millions à 978 millions de DH, soit 65,8% de plus.

En 1974 les exportations d'agrumes ne représentent plus que 27,99% du total des exportations (contre 51,4% en 1973). Par contre les exportations de phosphate représentent maintenant 51,7% contre 25,11% en 1973. Elles sont passées de 388 millions de DH à 1.514 millions, soit une augmentation de 290%. Cependant, elles sont loin d'être suffisantes pour enrayer la détérioration de la balance commerciale.

Contrôle et pillage impérialiste

L'impérialisme français structure son intervention autour du système bancaire : la Banque de Paris et des Pays Bas (500 millions de chiffre d'affaires), la Banque Rothschild, la Banque de Suez, auxquelles il faut ajouter la BNDE (sous contrôle majoritaire du capital étranger), la Morgan Guaranty Trust, la Société Financière Internationale, sans compter les opérations de la

Banque Mondiale contrôlée par les USA. Si l'on examine le système bancaire, on remarque que sur les 23 banques existantes, 20 sont contrôlées par les USA et la France.

Dans le secteur de l'automobile et industries annexes, à côté de Berliet et Fiat viennent s'installer General Tire, Chrysler, Renault, Good Year. Le secteur minier, à l'exception des phosphates est sous domination impérialiste :

- Fluorine : Omnium Nord-Africain (ONA), Holding de Paribas; Ugine-Kuhlmann; Preussag (RFA).
- Cuivre : (France et Japon); mine d'argent (ONA), Cobalt (ONA).
- Pétrole : (ENI).
- Manganèse : et mines de Zellidja (Penarroja).

Enfin, le secteur touristique est dominé par "Club Méditerranée-Trigano", donc Banque Rothschild et ITT.

Ces quelques données incitent les moins crédules à se poser des questions sur la réalité "nationale" de l'économie marocaine.

Une des conséquences de cette domination dans les régions rurales n'est autre que le chômage et l'exode. Dans la seule région de Haouz, l'ONI (Office National de l'Immigration) estime à 10.000 le nombre de chômeurs prêts à se faire embaucher par les pays d'Europe capitaliste. Le marché de la "marchandise humaine" est fructueux. L'Europe capitaliste absorbe aujourd'hui plus de 500.000 travailleurs marocains.

Quant au chômage il est devenu banal de dire que c'est une donnée structurelle. Il frappe plus de 45% de la population active urbaine et plus de 50% de petits paysans sont touchés par le sous-emploi. L'industrie "marocaine" ne participe actuellement que pour 11% à la production brute et officiellement ne peut fournir que 127.000 à 157.000 emplois permanents.

Si l'impérialisme avec à sa tête les USA intervient directement dans les orientations économiques et politiques que devraient prendre le pays, il ne le fait pas pour aider au développement autonome d'une bourgeoisie nationale consciente de ses intérêts propres. Il le fait d'abord, et avant tout, pour la défense de ses propres intérêts qui, à long terme sont menacés par l'anarchie et la débilite du pouvoir en place.

Ainsi seulement, nous pouvons comprendre les deux tentatives de coup d'Etat. Ces deux coups de semonce qui s'inscrivaient dans des choix du Pentagone et de la CIA, avaient pour but d'en-

raier la montée du mouvement de masse, d'éviter les solutions bourgeoises de l'Istiqlal et, encore davantage celle de la petite-bourgeoisie de l'UNFP. L'objectif de l'impérialisme US, en juillet 1971, et encore plus nettement en août 1972, était de détruire l'appareil anachronique de la monarchie et de le remplacer par un Etat fort, militairement capable d'endiguer et les prétentions des différentes formations politiques de l'opposition et la montée des luttes des masses travailleuses. Si l'un de ces coups de force avait réussi, l'Etat fort qui en aurait résulté aurait mené à son terme l'ouverture et l'extension du marché marocain à l'ensemble économique arabo-africain.

L'impérialisme ne pouvait se contenter du seul marché marocain, celui-ci étant trop étroit aussi bien pour l'absorption du sur-produit industriel capitaliste que pour l'intensification

des investissements des sociétés financières internationales. L'impérialisme a toujours rêvé de faire de ce pays un pôle important tant sur le plan de sa stratégie économique que politique. Les obstacles qui entravaient ces desseins sont aujourd'hui toujours en place: une monarchie affaiblie, une bourgeoisie hybride hésitante.

Après l'échec des putsch

il ne restait plus qu'à rechercher d'autres voies. La plus sûre étant l'alliance des classes et couches dominantes contre les masses déshéritées, contre le prolétariat de plus en plus combatif (grèves prolongées des mineurs, des dockers, des grutiers, des cheminots, avec débordement de l'appareil syndical de l'UMT) et contre la paysannerie pauvre (qui dut affronter l'armée à Oulad Khalifa et à Sidi Sliman).

Cette alliance s'imposait donc à la monarchie autocratique si elle voulait sortir de son isolement et tenter de mettre un terme aux luttes politiques menées par la jeunesse radicalisée des lycées, de l'Université, ainsi qu'à la lutte armée qui naissait dans les montagnes de l'Atlas, déclenchée par les éléments radicaux, nationalistes, ayant rompu de fait avec le légalisme de l'UNFP.

Le tournant actuel

Afin de donner une prétendue réponse à cette crise de l'économie marocaine, la monarchie promulgue un "plan de décollage économique". Selon ses propres déclarations, ce plan "s'applique à une économie libérale et a donc un caractère indicatif, il se caractérise par l'absence de contrainte et donc une grande aisance dans les choix et les actions des agents économiques". Fondamen-

les organisations

UNFP	Union Nationale des Forces Populaires, issue d'une scission du P.I.. Principal dirigeant : Ibrahim
USFP	Union Socialiste des Forces Populaires, issue en 1972 de la branche de Rabat de l'UNFP, dirigeant : Bouabid
UMT	Union Marocaine du Travail (syndicat) dont l'appareil est sous l'influence de l'UNFP (Ben Sedik)
P. I.	Parti de l'Istiqlal
P. P. S.	Parti du Progrès et du Socialisme (ex PC/PLS); dirigeant : Ali Yata

talement ces velléités de planification indicative ne font que perpétuer les mêmes choix industriels, agricoles, financiers et fiscaux qu'auparavant.

Le taux de croissance de la production intérieure brute est fixé pour la période 1973-77 à 7.5% (ce qui représente le double de la croissance enregistrée précédemment).

Le montant global des investissements prévus par le plan est chiffré à 29 milliards, avec un taux d'investissement annuel de 18% en moyenne et de 23% en fin de période.

Les remarques qu'appelle ce plan seraient nombreuses si, dès le départ, il n'y avait pas un premier gros point d'interrogation : comment trouver les fonds d'investissement ?

Les 29 milliards (d'investissements prévus et qui normalement devraient être dépassés) sont loin d'être réunis. Le phosphate dont le prix a quadruplé (68 dollars la tonne) ne peut représenter qu'une source de 4.5 milliards de DH, en grande partie destinée à la caisse de compensation (caisse dont la fonction est de maintenir les prix des céréales, du sucre, de l'huile, des engrais).

Les capitalistes étrangers sollicités de manière pressante et attirés par la perspective de gros super-profits hésitent. Les investissements arabes promis par les émirs du pétrole sont d'ores et déjà très faibles. Abou Dhabi n'avance que 150 millions de DH; l'Arabie saoudite prête, paradoxalement, 50 millions de dollars. Les arabo-dollars se dirigent ailleurs. Mais quelle part de ces fonds sera-t-elle effectivement disponible ?

En matière agricole, le plan insiste sur le développement de l' "agriculture moderne", c'est-à-dire d'une agriculture essentiellement orientée vers l'exportation et donc ballotée par les fluctuations du marché mondial.

L'industrialisation présentée comme une priorité est orientée dans le sens d'une spécialisation de transfert du centre vers la périphérie, conformément à la nouvelle division du travail à l'échelle internationale.

En dernière instance, la portée des objectifs de ce plan se trouve résumée dans l'opération "marocanisation" que le pouvoir avait lancée il y a déjà quelques quatre ans.

Cette formule escamote toute une orientation assujettie aux impératifs de l'économie impérialiste. Retenons cependant deux aspects de cette opération : d'une part encourager les rachats des PME (petites et moyennes entreprises) aux mains d'anciens colons (ce qui ne manque pas de mobiliser et d'aliéner au pouvoir une moyenne bourgeoisie citadine et commerçante), d'autre part, donner des garanties à différents nationalismes que le recouvrement des biens nationaux se fait réellement et progressivement.

Cette opération "marocanisation" n'est pas sans rapport avec la crise de l'impérialisme et l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste. La monarchie veut jouer sur ces contradictions conjoncturelles inter-impérialistes. Mais sans être elle-même une puissance, ces manœuvres se réduisent à rien. C'est une politique sur laquelle divers régimes arabes, à diverses époques, se sont cassés les reins.

Néanmoins, la "marocanisation", en tant que gadget, est reprise également par l'opposition (l'Istiqlal, l'UNFP, l'USFP, le PPS). Pour le pouvoir (le Palais) aux abois, la mise sur pied du plan était dictée par la nécessité de faire dépendre à terme ses propres intérêts de ceux de la bourgeoisie. Le rôle des technocrates de la planification consistait, en dernière instance, à étudier et proposer une rationalisation du pillage du pays et à dessiner la carte des appétits et des bénéfices en tenant compte des intérêts du capital étranger (impérialisme), du capital comprador (Palais et couches parasitaires) et du capital "national" (bourgeoisie de l'Istiqlal).

Apparemment ces technocrates ont pêché par optimisme et idéalisme puisqu'une année après l'annonce du plan (qui avait satisfait la bourgeoisie), le pouvoir l'abandonne progressivement !

L'abandon, ou plus exactement la mutation des options en matière d'industrialisation et de "développement agricole" s'explique par la réalité de la domination impérialiste sur l'économie du Maroc.

Le 19 novembre dernier, évoquant les difficultés économiques que connaît le Maroc, en raison de la "hausse des matières premières", Hassan a déclaré que le pays irait au désastre s'il ne changeait pas dès maintenant sa manière de vivre. "Seul un grand effort dans le domaine agricole est susceptible de nous sauver de la catastrophe et de nous procurer prospérité, dignité et respect parmi les nations".

La solution aux problèmes vitaux de sous-alimentation, de chômage, de misère généralisée, passe, pour le pouvoir, par le développement du secteur agricole. La clique régnante compte dorénavant sur les facilités d'accès au marché européen par le biais des conventions douanières signées en 1969 avec la Communauté Economique Européenne (le développement des exportations est présenté comme une "nécessité inéluctable et une condition du décollage économique").

La bourgeoisie citadine qui avait cru à ce miroir aux alouettes qu'était le plan quinquennal de 1973-77, est aujourd'hui invitée à investir dans le secteur primaire. Elle doit se lancer notamment dans l'extension de la propriété foncière, développer un secteur agro-industriel et enfin assurer un rythme appréciable d'exportation.

La carte économique redevient à quelques nuances près la même : l'impérialisme conserve la haute main sur le secteur industriel, minier, bancaire,

etc. ; autour de lui les mêmes secteurs compradores locaux parasitent. Quant à elle, la bourgeoisie tentera d'accumuler dans le secteur agraire en développant et en diffusant le mode de production capitaliste au niveau de la campagne.

Ceci conduira à une extension de la domination du mode de production capitaliste sur l'ensemble de la formation sociale, notamment par l'accroissement de la production et de la productivité agricoles.

Le semblant de réforme agraire en application dégagera une couche de koulaks, de moyens propriétaires, relais indispensables à cette domination. Pour l'heure, les représentants de la bourgeoisie (Parti de l'Istiqlal) et leurs "alliés historiques" l'USFP et le PPS n'ont pas réagi à ces volte-face. Ils semblent miser de plus en plus sur les perspectives à court terme de leur intégration à l'appareil d'Etat.

L'opération sahara

L'habileté du pouvoir consiste précisément, à défaut de pouvoir tenir ses promesses quant à l'avenir économique, à lancer une série d'opérations politiques sans précédent. Elles ont fait mouche sur les formations politiques bourgeoises, petites-bourgeoises et stalinienne. La première n'est autre que l'"opération Sahara"; la seconde, certaines mesures de libéralisation.

Pour sortir de l'isolement et dépasser le seuil de précarité et de déliquescence qu'a atteint son pouvoir, la monarchie avait besoin d'une carte de taille. A l'instar de Sadate, elle choisit la "question territoriale".

Le Sahara sous contrôle espagnol était le gibier de choix qui allait constituer ce pôle de cristallisation et de polarisation de la conscience nationale. Depuis fin 1974 le Sahara est devenu le thème numéro un de la politique intérieure et extérieure.

L'objectif proclamé est la libération nationale ou, plus exactement, le parachèvement de la libération nationale par la monarchie faillie. L'habileté de Hassan consiste dans le choix du moment. Profitant de la profonde résonnance qu'ont eu les luttes des peuples africains, de Guinée Bissau, du Mozambique et de l'Angola et la défaite du fascisme portugais, ainsi que la guerre d'octobre 1973 (où il s'est dédouané à bon compte en envoyant quelques bataillons), il a réussi dans un premier temps à faire l'unité autour de lui en mettant le thème de la libération du Sahara en avant.

En l'espace de quelques mois, ce thème mystificateur a réuni derrière la couronne ceux qui juraient être ses ennemis, les Boucetta, Bouabid, Ali Yata. Du jour au lendemain, voilà que ces secrétaires généraux et présidents de partis, ces "glorieux opposants" sont devenus des émissaires royaux, défendant la "cause patriotique et nationale" aux Nations-Unies et auprès des

autres gouvernements, au même titre et avec les mêmes droits que les ministres du Palais !

Il n'en fallait pas moins pour que ce régime haï par les masses, ce régime laquais, ce chien de garde de l'impérialisme, devienne à leurs yeux "national" et patriote. La trahison et l'opportunisme, une fois de plus, prirent le dessus, venant avaliser les propres crimes de la couronne. Ces crimes et massacres qui suivirent l'insurrection des masses dans le Rif en 1958, de Casablanca en mars 1965, des paysans dans Ouled Khalifa, en passant par l'exécution de Dahkoun (militant de l'UNFP et combattant de la RP) et de ses 14 camarades, aux fusillades contre les mineurs grévistes de Jerrada et ouvriers agricoles de Sidi Sliman jusqu'aux 7 nationalistes exécutés le 27 août dernier.

Hassan ne souhaitait pas tant de bassesse et de servilité de la part de ces partis. Ayant recueilli d'eux plus qu'il n'en espérait sur cette question, il ne lui restait plus qu'à passer à la seconde phase de sa stratégie. Car le but de la camarilla au pouvoir était clair dès le début : chercher l'appui le plus large sur le plan international et "national" pour imposer une solution négociée au fascisme espagnol.

L'objectif étant pour elle d'intégrer une partie du Sahara à son administration et de préserver les intérêts économiques et militaires de l'impérialisme dans la région, tout en renforçant la fusion de son capital comprador avec le capital impérialiste par une exploitation accrue des richesses phosphatières et pétrolières dans la région. En effet, dès 1964 une réalité économique nouvelle a surgi au Sahara avec la découverte de phosphate, de fer, de gisements de gaz et dernièrement de pétrole off shore.

Pour les phosphates, les seuls centres de Bouakraa et Tichli comptent parmi les plus riches du monde : 3,3 milliards de tonnes (exploitées par Krupp, production : 10 millions par an).

La CGG exploite quant à elle le pétrole dans la région Adiat Amercaba près du Smara. L'INI contrôle pour sa part les centres ferrugineux de Rio de Oro, les gisements sont évalués à plus de 70 millions de tonnes, dont la teneur en fer atteindrait 65%.

L'opération a en partie réussi, l'intense matraquage diplomatique a réussi à faire surseoir le projet de referendum espagnol sur l'auto-détermination par un vote massif à l'ONU.

La Cour Internationale de Justice de La Haye donnera son avis et amènera sous les aspects fumeux du droit international bourgeois un pacte néo-colonial entre les bandits fascistes espagnols et leurs apprentis : Hassan et Ould Dadah. Pour accréditer cette thèse et montrer que ses ambitions ne dépassent pas ce seuil, Hassan écarte toute solution d'appui à la lutte armée et rassure



Paris le 9-2-74 : manifestation de soutien aux prisonniers politiques au Maroc

l'impérialisme. Dans sa conférence de presse du 17 septembre dernier, il déclarait : "... J'ai déjà demandé aux espagnols ou de faire la police chez eux, puisque c'est encore chez eux, ou alors de me laisser la liberté d'empêcher les sécessionnistes d'agir parce que les gens du FLS (Front de Libération du Sahara) moi, je les connais. Mes troupes sont en grande partie là-bas pour faire la police si le gouvernement espagnol ne la fait pas".

"Je tiens à ce que les intérêts allemands investis au Sahara sachent que pour moi il n'y a pas que les aspects des intérêts espagnols : il y a les intérêts de tous les groupes financiers qui ont investi au Sahara et dans le phosphate". Voilà des aveux qui se passent de commentaires.

Ni le PPS, ni l'USFP ou l'UNFP n'ont réagi, une fois de plus l'essentiel pour eux n'est pas là. Tous les ménagements vis à vis de la couronne sont bons, pourvu que celle-ci daigne les faire asseoir auprès d'elle, sur les bancs du gouvernement et les strapontins de son futur parlement.

Les mesures de libéralisation

Loin d'être aveuglé par ses propres succès (Sahara -- options du développement économique), il ne restait plus au pouvoir qu'à mettre en place les éléments pour capitaliser politiquement les retombées de sa stratégie et sortir de son isolement.

Car ce même pouvoir se rend compte que ni lui, ni la grande bourgeoisie, ni le courant réformateur ou stalinien ne peuvent réussir avec quelques succès à freiner la montée des luttes, s'ils ne s'adaptent pas un tant soit peu à la période. Pour éviter de se trouver dans l'incapacité de contenir les luttes actuelles et celles à venir, la monarchie devait chercher l'alliance avec

ces partis. La rencontre des deux intérêts monarchie/opposition devait passer par le partage du pouvoir politique.

C'est dans ce cadre-là qu'il faut replacer les promesses royales concernant le parlement (avant octobre 1975) et un gouvernement d'union nationale dès janvier. Ce faisant, la monarchie manifeste combien elle connaît la nature réformatrice, légaliste, collaborationniste de ces formations. Combien il est encore en son pouvoir de les isoler en les rendant incapables de s'appuyer sur les luttes des masses pour changer le rapport de forces en leur faveur.

De part en part, le pouvoir contrôle le processus de "libéralisation", en fixe les échéances et les conditions. Manifestement, le pouvoir ne cède à aucune panique, parce que le rapport de forces, bon gré mal gré, lui est encore favorable. Il le montre en autorisant la naissance du PPS (Parti du Progrès et du Socialisme), qui légalise en fait le Parti Communiste déjà trois fois interdit. Il le montre aussi en levant la suspension qui avait frappé l'UNFP, branche de Rabat (aujourd'hui reconstituée sous le sigle de l'USFP).

Que l'on ne s'y trompe pas, ce ne sont pas là des concessions qu'il fait sous la pression du mouvement de masse organisé. En effet, tout en autorisant ces partis à avoir pignon sur rue, il exécute leurs éléments radicaux jusqu'au-boutistes.

Ces partis assurés de parvenir au pouvoir, parce que Hassan leur tend la main, taisent leurs critiques. Aux masses, ils promettent de multiples changements qui seront octroyés par un gouvernement d'unité nationale s'appuyant sur un programme commun et se plaçant sous le contrôle de la monarchie.

27. 12. 1974
(à suivre)



la récession mondiale

résolution du Comité Exécutif International de la IVème Internationale

La résolution que nous publions ci-dessous a été adoptée à l'unanimité par le Comité Exécutif de la IVème Internationale lors de sa réunion de janvier 1975.

Malgré les années de propagande expliquant que cela n'arriverait jamais plus, le monde capitaliste est plongé dans sa première récession généralisée depuis les années 30. Bien qu'il soit risqué de prédire que les niveaux du chômage mondial atteindront les sommets de la Grande Dépression, cette menace n'est pas encore éliminée. Partout, une offensive accrue du capital contre le niveau de vie des travailleurs est en cours. Aucun répit à long terme de l'inflation n'est possible dans les principaux pays.

1 La récession actuelle de l'économie capitaliste internationale a été prévue de longue date par les socialistes révolutionnaires. Entre 1948 et 1973, la production capitaliste mondiale a augmenté de 3 fois et demie à un taux annuel moyen de 5%. La croissance fut nulle en 1974. Au dernier trimestre de 1974 la production industrielle de tous les principaux pays impérialistes était en déclin. Les Etats-Unis connaissent leur baisse économique la plus profonde depuis la guerre : le Produit National Brut (PNB) a baissé de 2.2% par rapport à 1973. Il décline rapidement. Après 25 années d'expansion, le PNB est tombé de 3% au Japon.

Seuls quelques pays capitalistes mineurs ont, jusqu'ici, échappé aux effets immédiats du déclin (la Suède, la Suisse, la Norvège, l'Autriche), soit à cause de circonstances exceptionnelles (la découverte du pétrole de la mer du

Nord pour la Norvège), soit à cause de leurs rapports particuliers avec le marché mondial.

Le volume physique du commerce mondial n'a pas encore diminué, bien que son taux de croissance ait baissé de façon significative. Les principales puissances cherchent à stimuler leurs ventes à l'étranger afin de contrecarrer la récession chez elles. Le déclin éventuel du commerce mondial dépendra de la durée de la baisse dans les principaux pays (avant tout les Etats-Unis, l'Allemagne occidentale et le Japon) et de l'étendue des mesures protectionnistes mises en place par les puissances concurrentes.

Alors que la baisse actuelle de la production industrielle est encore faible (excepté aux Etats-Unis) la montée du chômage est prononcée. En effet, les chiffres officiels des pays impérialistes pour l'hiver 1974-75 pourraient montrer que le chômage a dépassé les 15 millions. Cela sera certainement le cas si l'on ajoute aux travailleurs enregistrés comme chômeurs, ceux qui travaillent à mi-temps parce qu'ils n'ont pas trouvé de travail à plein temps. Le chômage atteint probablement 8 à 10 millions aux Etats-Unis; 1.5 millions en Italie; 1 million en Allemagne de l'Ouest, 1 million en France; 1 million en Grande-Bretagne; 1 million dans les petits pays impérialistes de l'Europe occidentale (les pays du Benelux, l'Espagne, le Danemark, etc.); 1 million au Japon et 1 million en tout au Canada, en Nouvelle Zélande et en Australie.

Les raisons de cette croissance disproportionnée du chômage sont doubles :

(a) La crise économique mondiale actuelle survient après une longue période de progrès technologique rapide (automation) au cours



de laquelle la productivité s'est accrue rapidement, en particulier en Europe occidentale et au Japon (ce phénomène s'était développé plus tôt aux Etats-Unis). Le progrès technologique s'accompagna, comme toujours, d'une lente érosion du taux de profit, que le capital essaya de contrecarrer par des accélérations de cadences, des "rationalisations" et d'autres méthodes visant à réduire les coûts du travail. Mais quand le taux de croissance de la productivité est élevé, seule une augmentation substantielle de la production peut éviter un chômage massif. Si on assiste à un déclin ou même à une simple stagnation de la production, le chômage va s'accroître.

(b) Dans les pays impérialistes, depuis la seconde guerre mondiale, on a assisté à une croissance importante du nombre de femmes cherchant du travail. Deux raisons principales sont à la base de ce développement. La première est que les salaires moyens pour les hommes (qu'ils soient ouvriers ou employés) ne suffisent plus à satisfaire les besoins fondamentaux d'une famille ouvrière. L'autre est que les femmes font preuve d'une indépendance économique et sociale plus grande, reflet, au niveau international, du mouvement de libération de la femme. Cette tendance croissante, liée à celle de l'entrée régulière des étudiants sur le marché du travail, a accru la réserve potentielle de main d'oeuvre sur le marché du travail, indépendamment des fluctuations cycliques de l'économie. Parmi les travailleurs recherchant un emploi dans les pays impérialistes, des couches toujours plus nombreuses sont sexuellement, racialement et nationalement opprimées (aux Etats-Unis les noirs, les Chicanos et les membres d'autres nationalités opprimées; en Europe occidentale les travailleurs immigrés), facteur qui a facilité la formation d'une importante réserve de main d'oeuvre industrielle actuelle ou potentielle, même durant les périodes de haut niveau de l'emploi.

2 La récession capitaliste internationale actuelle représente un tournant de très grande signification dans la situation d'après-guerre.

(a) Il s'agit de la première récession généralisée depuis les années 30. Il y a eu de nombreuses récessions depuis la seconde guerre mondiale. En effet, aujourd'hui comme par le passé, le capital ne peut pas éviter les fluctuations cycliques de son économie. Mais le caractère échelonné de ces récessions (par exemple l'absence d'une récession en Allemagne occidentale, au Japon, en Italie et en France durant la sévère baisse de 1957-58 aux Etats-Unis) limita leur ampleur et leur profondeur. Un pays dont le marché intérieur se réduisait pouvait exporter des surplus de produits et de capitaux.

Mais tous les pays impérialistes étant touchés

simultanément, les marchés d'exportations sont serrés. La possibilité de trouver une solution en accroissant les exportations vers les Etats ouvriers bureaucratisés et les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient est également exclue. Ces marchés potentiels sont minimes comparés aux besoins nécessaires pour absorber le surplus croissant de capital et de marchandises.

Parce qu'elle se développe simultanément dans de nombreux pays, la récession peut progresser dans son ensemble avec une force extraordinaire, la récession dans chaque pays individuel aggravant la récession dans les autres, et toutes se combinant pour faire de cette crise la plus grave de toutes celles qui ont éclaté depuis les années 30. Le danger est particulièrement grand si la récession aux Etats-Unis dure pendant toute l'année 1975. Les Etats-Unis produisent presque autant que tous les 23 autres pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique qui regroupe tous les principaux pays capitalistes). A cause de son caractère gigantesque l'économie US tend à entraîner les autres dans son orbite.

(b) La récession internationale actuelle confirme clairement des observations faites précédemment sur la fin du long boom capitaliste d'après-guerre.

La longue période de croissance économique accélérée qui suivit la seconde guerre mondiale a connu des baisses cycliques; mais elles furent plus courtes et moins intenses que celles des années 20 et 30; et les conséquences économiques et sociales pour les masses furent bien moins dramatiques. En plus de l'impulsion donnée au capitalisme mondial par la reconstruction de l'Europe et du Japon après la dévastation de la seconde guerre mondiale, l'utilisation massive de mesures "anti-crisis" par les gouvernements impérialistes tendait à restreindre les baisses de l'économie, bien que cela ne réussit finalement qu'à repousser le paiement de l'addition et à installer une inflation permanente.

Les dépenses d'armement aux Etats-Unis ont été particulièrement importantes. Année après année, Washington a déversé des sommes colossales dans l'économie nationale et mondiale, pour armer et financer les forces militaires aux Etats-Unis et en dehors, et pour payer les intérêts toujours plus hauts sur les dettes militaires accumulées. Les déficits budgétaires pour mener ces opérations sont devenus effrayants (des chiffres allant de \$52 milliards à \$70 milliards ont été cités pour le déficit budgétaire américain pour l'année fiscale commençant en juillet 1975).

L'utilisation de dépenses gouvernementales déficitaires pour opérer une relance ne s'est pas limitée aux Etats-Unis. En 1973, toutes les principales puissances capitalistes déversaient

d'énormes sommes d'argent dans des dépenses déficitaires. La rapide expansion du crédit à l'échelle mondiale a fait s'accroître les prix partout.

De plus, chaque nouvelle récession exigeait des doses plus grandes de dépenses déficitaires inflationnistes pour bloquer une dépression encore plus grave. Cela devint un cercle vicieux.

L'inflation croissante du dollar a entraîné une série de crises et finalement l'effondrement en 1971 du système monétaire international mis en place à Bretton Woods en 1944, marquant la fin du long boom d'après-guerre. Le court boom inflationniste de 1971-73 ne fut qu'une phase temporaire dans l'ouverture d'une nouvelle période à long terme de contradictions toujours plus graves du système capitaliste mondial (y compris une croissance bien plus lente) qui commença en 1967-68 et qui se manifeste encore plus clairement dans la récession mondiale actuelle.

3 La récession actuelle est fondamentalement une crise classique de surproduction causée par les contradictions internes du mode de production capitaliste.

Il ne s'agit pas d'un "accident" prétendument causé par les "sheiks du pétrole", pas plus que la dépression de 1929 ne fut causée par une "spéculation" sur les stocks, ou que les dépressions précédentes ne furent causées par une "trop grande extension" des constructions de chemin de fer ou du commerce international. Certes, chaque crise de surproduction apparaît comme une combinaison d'un phénomène général découlant de la nature même de la production capitaliste et d'un phénomène particulier entrant en scène à une phase donnée de son expansion et de ses hauts et bas au niveau mondial. Mais, le fait même que ces "accidents" se produisent à une périodicité régulière, qu'ils peuvent être prévus et annoncés, et qu'ils ont toute une série de caractères communs, montre qu'ils sont structurellement liés au système capitaliste lui-même. Ni les économies pré-capitalistes, ni les économies post-capitalistes ne connaissent ces fluctuations cycliques de l'emploi, de la production industrielle et du revenu national.

De même, les causes finales de la récession mondiale actuelle sont les contradictions internes du mode de production capitaliste démontrées il y a longtemps par Marx. Après une période de croissance économique, la tendance au déclin du taux de profit devient obligatoirement plus grande. Et ceci avec d'autant plus de force que la période de croissance a été longue et son taux rapide. La composition organique du capital s'accroît au fur et à mesure que l'automation et la semi-automation renforcent la prépondérance du machinisme et des autres formes de "travail mort" dans la

production. Les voies classiques empruntées pour compenser les effets de la hausse de la composition organique du capital sont de plus en plus obstruées.

Le haut niveau d'emploi et la force sociale et organisationnelle croissante de la classe ouvrière rendent de plus en plus difficile pour le capital d'augmenter de façon significative le taux d'exploitation (le taux de la plus-value).

Même les tentatives faites par le capital pour rendre meilleur marché les matières premières créent des tendances divergentes pour les prix et profits des produits primaires d'un côté et des produits manufacturés de l'autre. Ceci entraîne une disproportion croissante des investissements de capital dans les deux secteurs. Tôt ou tard, cela crée une pénurie relative de matières premières et un accroissement radical de leurs prix par rapport à ceux des produits manufacturés. Le déclin du taux de profit combiné avec une intensification de la concurrence, crée à son tour la nécessité d'emprunter une part toujours plus grande du capital nécessaire pour des investissements supplémentaires. C'est là que réside la source des crises de liquidités toujours plus sévères des compagnies privées, à la fois au niveau national et international. Mais même les plus grandes compagnies peuvent rencontrer des difficultés insurmontables dans la recherche des fonds nécessaires pour opérer des investissements rentables.

A un moment donné, toutes ces forces qui font pression sur le taux de profit menacent un nombre croissant de sociétés capitalistes de faillite ou les entraînent à la faillite, produisant une baisse générale du volume des investissements (d'accumulation du capital), une réduction massive de la production, des licenciements massifs qui, par leur effet cumulatif, créent une baisse généralisée de l'activité économique.

D'un autre côté, il existe une tendance inhérente à la production capitaliste à développer les capacités de production au-delà du pouvoir d'achat limité des masses, qui est déterminé, en dernière analyse, par les relations des classes antagonistes dans la société bourgeoise. Chaque boom capitaliste crée une tendance à l'excès de capacité de production et à la surproduction, entraînant en conséquence une accumulation de marchandises non vendables dans des secteurs clés de l'économie. Au fur et à mesure que cet excès de capacité de production et cette surproduction s'accroissent, la production et l'emploi sont réduits en conséquence, et la crise s'en trouve aggravée.

Dans la récession actuelle, la surproduction a commencé à se manifester dans l'industrie automobile et dans la construction. Elle s'est étendue rapidement aux appareils électriques, à la pétrochimie (plastic et fibres synthétiques), à l'industrie textile et de l'habillement, au



tourisme et à l'aviation. Elle a maintenant atteint l'industrie sidérurgique qui, il y a seulement quelques mois connaissait un de ses booms les plus importants résultant de la concentration radicale et de la réduction des investissements dans cette industrie à la fin des années 60 et de la pénurie relative d'acier qui se manifesta au début des années 70.

4 Tout en soulignant les causes structurelles générales de la récession mondiale actuelle, l'analyse doit indiquer précisément les aspects spécifiques qui la différencient des crises de surproduction précédentes, en particulier des grandes dépressions de 1929-33 et de 1937-38 :

(a) Le principal élément particulier est l'inflation mondiale. Une hausse rapide des prix a coïncidé avec l'ouverture de la récession. L'économie capitaliste mondiale est passée d'un boom inflationniste à la stagflation et à la slumpflation. Dans le passé, les dépressions furent accompagnées d'un mouvement descendant quand ce n'était pas d'un effondrement des prix. L'inflation ne coïncidait avec les crises que dans des circonstances exceptionnelles -- des défaites militaires, des guerres civiles, une désorganisation totale de l'économie et de la production; et même, dans ces cas, seulement pour une courte période.

Aujourd'hui, l'inflation mondiale se maintient (et dans certains pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, la France, à se développer !), malgré une baisse de la production et de l'emploi. Ceci brise la fonction "normale" d'une crise de surproduction. Celle-ci est supposée restabiliser l'économie en éliminant les entreprises les plus arriérées, en liquidant les stocks et en accroissant le taux d'exploitation, pavant ainsi la voie pour de nouveaux investissements.

Mais l'expansion inflationniste du crédit prolonge l'accumulation des stocks cachant les faiblesses des entreprises. Pendant une période l'augmentation des salaires nominaux masque l'érosion des salaires réels. Un pouvoir d'achat artificiel est créé -- artificiel pour des entreprises qui ne seront finalement pas capables de rester concurrentielles; artificiel pour les ouvriers qui ne peuvent tout simplement pas payer leurs dettes quand la baisse des salaires réels et le chômage atteignent un certain point. Ainsi, l'expansion du crédit peut aller trop loin. Elle peut préparer la voie à des faillites inattendues et à des fermetures de banques; en d'autres termes, précisément le type d'effondrement du crédit, au niveau national et international, qui caractérisa la dépression des années 30. Les impérialistes eux-mêmes n'éliminent pas ce risque.

(b) Un autre facteur particulier de la récession mondiale est la combinaison entre une récession dans la plupart des secteurs de pro-

duction, y compris les matières premières clés et une pénurie aiguë dans deux secteurs centraux de l'économie capitaliste mondiale : l'énergie (particulièrement le pétrole) et la nourriture (en particulier les céréales et le sucre).

Cette combinaison n'est pas le résultat de "catastrophes naturelles" et n'exprime pas non plus les "limites de croissance" des forces productives. Elle est le résultat des disproportions créées par la concurrence entre les monopoles.

Les prix relativement bas des matières premières font que les capitaux délaissent ce secteur pour d'autres secteurs. Les pénuries sont un moyen d'accroître les profits et d'attirer de nouveaux capitaux. Ce processus objectif, à son tour, peut être accéléré par des décisions délibérées des monopoles. Le cartel international du pétrole (les 7 principales compagnies pétrolières) a réduit les capacités de raffinerie et de production de pétrole dans le cadre d'une politique visant à faire augmenter les prix et les profits du pétrole. Pour obtenir des prix et des profits plus élevés, l'"agri-business" américain, canadien et australien a réduit la production de nourriture. C'est la cause fondamentale des famines actuelles dans les pays du Sahel africain et dans le sous-continent indien.

Il faut tenir compte de ces éléments spécifiques de la récession mondiale pour évaluer ses effets économiques, sociaux et politiques dans différents pays, différentes parties du monde et sur différentes classes sociales. Mais il ne change absolument pas l'analyse de la récession mondiale comme crise profonde du système capitaliste dans son ensemble.

5 Théoriquement et techniquement, la transformation de la récession mondiale en une dépression du type de celle de 1929-32 n'est pas exclue. Cela pourrait se produire si les gouvernements des pays capitalistes (pour des raisons objectives et subjectives) ne réussissaient pas à mener une politique visant à modérer la baisse. Une telle dépression pourrait se développer si la demande globale dans les principaux pays impérialistes était coupée par des réductions des dépenses gouvernementales et par une réduction importante du crédit coïncidant avec de forts accroissements du chômage et d'importantes baisses des salaires et des profits.

Un tel développement impliquerait :

Soit (a) que pour quelque raison objective, hors du contrôle des gouvernements capitalistes (par exemple un effondrement de la confiance dans le papier monnaie, y compris le mark allemand, le dollar, etc., entraînant un retour à l'or comme seul moyen de paiement pour les opérations internationales) une forte tendance déflationniste apparaisse

« la récession mondiale se produit à une étape de la lutte de classe où la capacité de résistance de la classe ouvrière est bien plus forte qu'en 1929 ou 1937 »

dans la monnaie et le crédit dans tous les principaux pays impérialistes, tendance qui coïncide avec la surproduction. C'est ce qui arriva en 1929-32, provoquant finalement des effondrements bancaires internationaux.

Soit (b) qu'une tendance apparaisse parmi les gouvernements capitalistes à faire pression pour une déflation générale du volume de la monnaie et du crédit afin de "soigner" radicalement l'inflation, même si cela signifie 30 à 40 millions de chômeurs à l'échelle mondiale.

Bien qu'elle soit techniquement possible, la seconde éventualité est hautement improbable. Même un taux de chômage représentant la moitié ou le tiers des niveaux des années 30 effraie suffisamment les gouvernements pour les amener à ranimer des politiques inflationnistes (comme c'est déjà le cas à Washington et à Bonn).

La récession mondiale se produit à une étape de la lutte de classe où le niveau d'organisation et la capacité de résistance de la classe ouvrière sont énormément plus forts qu'en 1929 ou en 1937. Elle se produit à un moment où les rapports de force mondiaux entre l'impérialisme et ses différents ennemis sont beaucoup plus défavorables au capitalisme mondial qu'avant la deuxième guerre mondiale. Dans ces circonstances, une dépression économique catastrophique du type de celle de 1929-32 donnerait naissance à des crises sociales et politiques explosives non seulement en Europe occidentale, mais aussi au Japon et en Amérique du Nord.

Si les niveaux du chômage atteignaient 15 millions de travailleurs aux Etats-Unis, 5 millions en Allemagne occidentale, 5 millions au Japon, 3 millions en Grande-Bretagne, en Italie et en France, des mesures palliatives à court terme ne permettraient pas de détourner l'intense colère et la réaction explosive de la classe ouvrière. L'exemple d'économies planifiées non-capitalistes à grande échelle, capables d'éviter l'inflation et le chômage malgré leurs déformations bureaucratiques, inspireraient la classe ouvrière européenne à lutter pour sortir du système du profit privé, donnant une force énorme à la poussée pour le socialisme, quand les masses prendront connaissance des expédients tactiques très

efficaces utilisées dans d'autres pays. La répétition d'une dépression du type de celle de 1929-32 initierait clairement, vu les rapports de forces socio-politiques nationaux et internationaux, la plus grave crise que le système capitaliste ait connue depuis sa naissance.

Afin d'éviter une telle catastrophe pour eux-mêmes les capitalistes vont probablement se retenir d'utiliser le type de déflation impitoyable du volume de la monnaie et du crédit qui rendit la dépression de 1929-32 inévitable.

Les plus forts disposent encore de réserves suffisantes pour continuer ainsi. Ils n'ont pas d'autre alternative que de continuer selon leur façon pragmatique et même parfois panique, à osciller entre des mesures anti-inflationnistes et anti-récessionnistes afin de ne pas déclencher "trop" de chômage ou des prix "trop élevés". Ils ne peuvent arrêter ni l'un ni les autres !

Néanmoins, on peut à juste titre poser la question : n'est-il pas possible que même les gouvernements impérialistes clés perdent contrôle de la situation ? Il semble évident que l'inflation ne peut pas se maintenir de façon indéfinie sans épuiser ses effets anti-récessionnistes et même sans se transformer de moteur en frein de la croissance économique capitaliste. L'effondrement du boom spéculatif de 1973 et de début 1974; les banqueroutes de plusieurs banques importantes; les énormes pertes faites par des spéculateurs en devises, en matières premières et en terres; l'effondrement des prix des actions dans les principales bourses du monde capitaliste -- tels furent les signes sinistres d'une panique mondiale potentielle. La fantastique expansion du marché des euro-dollars (encore alimentée par les pétrodollars); la menace d'un déficit massif de la balance des paiements dans presque tous les pays impérialistes (à l'exception de l'Allemagne occidentale) par suite de la forte hausse des notes d'importation d'énergie, menacèrent de provoquer une soudaine perte de confiance et une panique bancaire dans le monde.

Après l'effondrement de la Franklin National Bank aux Etats-Unis, de la L. D. Herstatt en Allemagne occidentale et l'effondrement de banques secondaires en Grande Bretagne, de grandes banques centrales ont promis de financer des opérations de sauvetage au nom des dépositaires et, dans une certaine mesure, elles essaieront de le faire dans d'autres cas afin d'éviter une faillite. Mais ces cas illustrèrent également les limites de telles opérations. Quand l'Allemagne occidentale refusa tout d'abord de garantir les dépôts de la banque Herstatt, les Etats-Unis ripostèrent en menaçant de geler les biens de l'Allemagne occidentale et stoppèrent les mécanismes du système



monétaire international jusqu'à ce que les accords secrets soient arrangés. La Banque Euro-Américaine qui fut créée pour reprendre la Franklin National a avverti qu'elle ne reprendrait presque aucun des comptes étrangers de la Franklin.

Dans la même catégorie, les Etats-Unis ont récemment demandé à toutes les banques américaines de réviser leurs prêts à moyen et à long terme aux industries italiennes et au gouvernement italien lui-même. La propagande anti-arabe et anti-iranienne montée par les cercles bancaires impérialistes autour des "pétrodollars" vise à aider à forcer les pays exportateurs de pétrole à participer à des opérations internationales de sauvetage du crédit que les impérialistes eux-mêmes ne veulent pas entreprendre.

Tous ces exemples illustrent le fait que les intérêts propres du capitalisme national limitent sévèrement le degré jusqu'auquel les banques centrales peuvent soulager la crise internationale. Plus l'inflation sera profonde et de longue durée, plus le danger deviendra grand de voir la spéculation, les dettes et les crises de liquidités du système bancaire atteindre des proportions qui déclencheraient des retraits paniqués des dépôts bancaires. Ceci entraînerait un effondrement du système bancaire et une crise catastrophique s'en suivrait, si ce n'est maintenant, au cours de la prochaine récession. C'est pourquoi la bourgeoisie mondiale a si peur de l'inflation. C'est pourquoi elle essaie de modifier les rapports de forces entre les classes suffisamment pour rendre possible une éventuelle utilisation de mesures déflationnistes radicales.

6 Cependant, ce qui rend la situation actuelle si grave pour le monde capitaliste, ce n'est pas tant le fait que cette crise économique est la plus grave qu'il ait connue depuis la guerre -- elle est encore bien plus faible que celles qu'il a connues entre les deux guerres mondiales -- que le fait qu'elle soit combinée avec un niveau exceptionnellement élevé d'organisation, de force de frappe et de combativité de la classe ouvrière. La situation de la classe ouvrière est le résultat de deux décades de croissance économique relativement élevée, d'un niveau d'emploi relativement haut, d'une industrialisation extensive (Japon, Italie, France, Espagne, Canada, Australie) et intensive (Etats-Unis, Allemagne occidentale, Grande-Bretagne), et d'une augmentation générale des niveaux de qualification et d'éducation (même si elle est répartie de façon très inégale et s'accompagne de déqualifications, de marginalisations et d'éliminations de travailleurs). Des facteurs supplémentaires ont renforcé, subjectivement, la classe ouvrière. On compte parmi eux la radicalisation mondiale de la jeunesse et des femmes; les progrès de la révolution socialiste mondiale dans les pays semi-

coloniaux comme la Chine et Cuba; l'apparition d'une nouvelle génération d'ouvriers qui n'a pas fait l'expérience de deux décades et demie de défaites après la victoire de la révolution d'octobre 1917; la crise du stalinisme; et un accroissement généralisé de l'opposition à la guerre impérialiste.

Cela signifie que la crise sociale actuelle du système capitaliste mondial, qui commença avec les événements de Mai 68 en France, sera sérieusement et énormément aggravée par la présente récession et que le rôle central de la classe ouvrière industrielle sera de plus en plus accentué.

Mais cela signifie également que la tendance générale va vers un accroissement des tensions et des conflits explosifs entre le capital et le travail, vers des crises politiques de plus en plus aiguës dans les pays capitalistes clés. Les tentatives des capitalistes d'"acheter" les travailleurs vont relativement baisser, tandis que les tentatives visant à infliger de sérieuses défaites à la classe ouvrière vont s'accroître, l'objectif étant de "résoudre" la crise aux frais des travailleurs en réduisant les salaires réels, permettant ainsi au taux de profit de s'accroître de nouveau. Une telle attaque contre le niveau de vie et le niveau de l'emploi implique de sérieuses restrictions des droits démocratiques de la classe ouvrière (contrôle des salaires statutaire, arbitrage gouvernemental des conflits industriels, lourdes limitations du droit de grève, législation anti-syndicale, etc.).

Néanmoins, l'expérience a montré que tant que le capital n'est pas capable de modifier de façon significative les rapports de forces entre les classes, les tentatives faites pour appliquer de telles politiques échouent généralement.

Ceci n'exclut pas des tentatives à court terme visant à prévenir des victoires révolutionnaires par le biais de réformes et de concessions. Mais, comme dans les années 30, ce ne sont rien de plus que des mesures bouche-trou. L'aggravation de la situation économique mondiale élimine toute période significative de baisse de tension entre les classes. La perspective à long terme est soit un renversement révolutionnaire du capitalisme, soit de graves défaites de la classe ouvrière qui permettront au capitalisme d'appliquer sa solution -- un fascisme encore plus brutal que dans les années 30.

7 Dans la récession mondiale actuelle le prolétariat est dans une position bien plus forte que cela n'était le cas lors de la dépression de 1929-32. Entre autres choses, le chômage n'a pas l'ampleur et la durée qu'il avait dans la Grande Dépression et il a un effet affaiblissant moindre.

Un chômage massif durant une longue période est en général fortement démoralisant. Les moments les plus favorables pour engager des actions de la classe ouvrière sont soit quand le chômage commence à se développer (c'est pourquoi la bourgeoisie internationale craint tellement qu'un chômage massif soudain provoque une réaction immédiate du prolétariat), soit quand il commence à baisser après le début de la relance économique. Mais durant une période de chômage massif, ceux qui ont un emploi craignent énormément de le perdre; il y a une division entre les travailleurs avec emploi et les travailleurs sans emploi, tout comme entre les travailleurs à plein temps et à temps partiel, et entre ceux qui jouissent d'une relative sécurité de l'emploi et les autres. Tous ces facteurs tendent à limiter le nombre et la durée des grèves.

Evidemment certaines modifications doivent être faites dans cette analyse générale. En particulier, il est nécessaire de tenir compte des "éléments stabilisateurs" comme les assurances chômage, la sécurité sociale, les allocations chômage, le service de santé bon marché, etc., qui furent introduits durant et après la crise de 1929-32.

Cependant, le chômage à une échelle limitée, comme il existe encore dans les principaux pays impérialistes n'a aucun de ces effets affaiblissants, en particulier étant donné sa combinaison avec l'inflation et le niveau croissant d'organisation et de combativité de la classe ouvrière. En conséquence, on peut prédire en toute sécurité que l'effet immédiat de la récession mondiale sera de renforcer la montée des luttes ouvrières (avec l'exception momentanée de l'Allemagne occidentale, pour des raisons spécifiques liées à tout le cycle d'après-guerre des luttes ouvrières et du développement de la conscience de classe dans ce pays).

En Europe occidentale, la récession entraînera un approfondissement des luttes et des tensions entre les classes en particulier dans les pays où les luttes ouvrières ont atteint le niveau le plus élevé : France, Italie, Grande-Bretagne, Espagne, Portugal; mais également dans des pays capitalistes plus petits comme le Danemark. Elle tendra à déplacer l'axe des luttes de plus en plus de luttes partielles vers des luttes généralisées, et à donner une impulsion accrue à la recherche d'une solution politique d'ensemble à la crise sociale approfondie du capitalisme.

La montée de la radicalisation et de la combativité de la classe ouvrière aux Etats-Unis et au Japon (tout comme en Australie, en Nouvelle Zélande et au Canada) sera accélérée par la récession généralisée. Le prolé-

riat de ces pays commencera à suivre de plus en plus les développements connus en Europe occidentale depuis 1968. Il est trop tôt cependant pour prédire les formes et la vitesse d'un tel processus. Plus les classes ouvrières japonaise, américaine, canadienne, entreront en action dans les années à venir, ajoutant leur poids à la montée actuelle des luttes en Europe occidentale, plus l'impact sera grand à l'échelle internationale et plus il sera difficile pour le capitalisme mondial de "résoudre" sa crise actuelle aux frais d'un secteur ou de l'autre de la classe ouvrière mondiale.

8 L'intensification des rivalités inter-impérialistes fut une des causes qui précipita la récession mondiale en 1974. Loin de répondre, en général, d'une façon qui tendrait à détourner une récession mondiale et un possible effondrement financier, les nations capitalistes concurrentielles ont continué à appliquer une politique visant à défendre leurs

intérêts propres. De plus, aucun pays impérialiste ou groupe de pays impérialistes, y compris le plus puissant de tous -- les Etats-Unis -- n'est capable d'imposer la défense de ses intérêts concurrentiels comme ligne de conduite opératoire pour tous les secteurs de la bourgeoisie mondiale.

«un chômage massif durant une longue période est en général fortement démoralisant»

intérêts propres. De plus, aucun pays impérialiste ou groupe de pays impérialistes, y compris le plus puissant de tous -- les Etats-Unis -- n'est capable d'imposer la défense de ses intérêts concurrentiels comme ligne de conduite opératoire pour tous les secteurs de la bourgeoisie mondiale.

Les rivalités inter-impérialistes ont aggravé les contradictions qui sous-tendent la récession. Du point de vue des intérêts d'ensemble du capitalisme international, l'utilisation d'une politique anti-inflationniste (modérément déflationniste) de façon simultanée dans tous les principaux pays capitalistes n'a évidemment aucun sens. Mais du point de vue de chaque classe capitaliste prise séparément, cela a un sens de "lutter contre l'inflation" et d'essayer de sauver sa devise et son système bancaire de l'effondrement.

Il y a là trois préoccupations :

- freiner l'entrée des marchandises étrangères sur le marché intérieur en maintenant le prix des marchandises domestiques plus bas;
- pénétrer les marchés étrangers à un plus haut degré parce que les prix des marchandises étrangères sont plus élevés;
- stabiliser la monnaie nationale en maintenant un taux d'inflation moins rapide. Ainsi à l'ère de l'inflation mondiale généralisée, la lutte



pour maintenir "son" taux d'inflation plus bas que les taux des concurrents devient une préoccupation centrale des différentes bourgeoisies. Chaque puissance importante aimerait faire passer une partie du poids de l'inflation et de la récession sur les épaules de ses concurrentes.

L'Allemagne occidentale, par exemple, a maintenu une politique déflationniste jusqu'à décembre 1974, alors que le spectre de l'effondrement mondial hantait déjà les bourses depuis le début de l'année. Elle maintient cette politique malgré les pressions croissantes de ses concurrentes pour une "reflation" du mark allemand, dans la mesure où l'Allemagne occidentale est le seul pays impérialiste important qui ne souffre pas d'un déficit de la balance des paiements par suite de l'augmentation des prix du pétrole. Une forte reflation de l'économie ouest-allemande signifierait que les exportations allemandes (qui dépassent maintenant celles des Etats-Unis) souffriraient sérieusement, tandis que le marché intérieur allemand céderait une part plus grande aux importations de ses concurrents britanniques, français, italiens, japonais et américains.

Mais quand le chômage atteignit les 3.5% en Allemagne et menaça de passer à 4%, Bonn laissa tomber son programme anti-inflationniste. Des dépenses gouvernementales de relance furent annoncées, le taux d'escompte des banques centrales fut baissé, et le capitalisme ouest-allemand va maintenant essayer de jouer contre le taux d'inflation ailleurs. La crise pétrolière de 1973-74 marqua un tournant dans les rapports de forces inter-impérialistes en faveur de l'impérialisme américain, dans la mesure où les USA dépendent moins des importations de pétrole que les autres principales puissances impérialistes et où les capitalistes en Europe occidentale payaient, depuis des années, moins pour le pétrole (et l'énergie) que les capitalistes américains.

Entre-temps, cependant, le développement rapide des exportations, en particulier de l'Allemagne occidentale et du Japon, a partiellement annulé les gains enregistrés par Wall Street du fait des dévaluations successives du dollar et de la crise du pétrole.

La France et, en particulier la Grande-Bretagne et l'Italie, ont eu moins de succès dans le développement de leurs exportations et, en conséquence, ont été frappées plus durement par la hausse mondiale des prix du pétrole; la Grande-Bretagne et l'Italie traversant de très sérieuses difficultés économiques et financières.

De plus, leur échec à faire sérieusement progresser leur intégration économique durant la récession actuelle, qui menace de faire s'effondrer le Marché Commun, empêche les capitalistes ouest-allemands et ouest-européens d'offrir une alternative crédible de direction pour le système capitaliste mondial.

Dans ces conditions, la crise de direction du capitalisme international dans son ensemble se combine avec la crise de direction des bourgeoisies de chaque pays impérialiste important. Ceci ne changera pas dans un futur proche, d'autant moins que l'intensification des luttes ouvrières accentue la crise dans chaque pays. La première bourgeoisie qui réussirait à imposer une défaite politique et sociale majeure à "sa" classe ouvrière gagnerait, comme dans les années 30, une marge de manœuvre importante qui lui permettrait de s'engager dans des tentatives dangereuses de changer les rapports de forces mondiaux en sa faveur. Mais, une fois de plus, il est peu probable que cela se produise dans un futur rapproché.

Le résultat sera des consultations sans fin, des marchandages de maquignon et de sombres accords, une mascarade qui ne cessera d'agoniser au fur et à mesure que la récession se prolongera.

9 Dans les pays semi-coloniaux, les effets de la récession mondiale varient en fonction de la dépendance de leurs économies par rapport aux importations et exportations de pétrole, de céréales et de sucre. Les pays qui sont de grands exportateurs de ces matières premières vitales, et qui n'ont qu'un petit déficit (ou pas de déficit du tout) pour les produits chers, n'ont, jusqu'ici, pas souffert de la récession actuelle. (Un effondrement des prix du sucre et une forte baisse des prix du pétrole ne peuvent pas être exclus si la récession est de longue durée, bien que, même dans ce cas, les prix du pétrole ne tomberont pas en-deçà des niveaux d'avant octobre 1973).

Les classes dominantes des principaux pays exportateurs de pétrole ont connu les plus grands bénéfices. Elles ont gagné bien plus avec leurs revenus pétroliers qu'elles n'ont perdu à cause de la hausse des prix des importations ou à cause de la restriction des marchés pour les autres produits d'exportation que le pétrole, du fait de la récession.

En fait, le gros afflux de revenus et de réserves en or et en devises vers les pays exportateurs de pétrole exprime une redistribution

«les ingrédients d'une explosion sociale sont rassemblés»

de la plus-value produite par le prolétariat mondial, y compris le prolétariat des pays semi-coloniaux exportateurs de pétrole, en faveur des classes dominantes des pays exportateurs de pétrole et aux frais des bourgeoisies impérialistes. Cette redistribution qui prend la forme d'une rente minière élevée appropriée, jusqu'à une certaine mesure par les classes dominantes locales) est le résultat des disproportions économiques soulignées plus haut et d'un tournant politique des rapports de force à l'échelle mondiale.

L'impérialisme fut obligé de passer de la domination directe à la domination indirecte sur ses anciennes colonies après la seconde guerre mondiale parce que les mouvements de libération anti-impérialistes devenaient trop forts et ne pouvaient pas être battus militairement à l'échelle mondiale. Les puissances impérialistes essayèrent tout d'abord de transformer les classes dominantes des colonies en partenaires juniors sans payer un prix économique substantiel pour ce changement de la forme de domination. Aujourd'hui, à travers la crise pétrolière, la facture historique est présentée. Certains partenaires juniors peuvent demander et obtenir une portion significativement accrue du butin.

S'il est vrai que l'équilibre mondial des forces ne favorise pas une attaque américaine au Moyen-Orient et s'il est vrai que l'impérialisme US est bien plus favorable à des hauts prix du pétrole qu'il ne le prétend publiquement, aucune puissance impérialiste n'est en faveur de la redistribution partielle de sa richesse à des subalternes. Le danger d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient est en conséquence très réel en particulier à cause des relations explosives entre la lutte de libération palestinienne, les régimes arabes et Israël.

Tandis que les pays exportateurs de pétrole

vont, en général, renforcer leur croissance économique, y compris, dans une certaine mesure, leur industrialisation capitaliste, pour les autres pays semi-coloniaux, la combinaison entre la récession mondiale et les hausses importantes des prix du pétrole, des produits alimentaires, des fertilisants, devient un désastre économique important -- le plus grand qui ait frappé n'importe quelle partie du monde depuis la seconde guerre mondiale. Ce sont ceux du sous-continent indien qui ont été le plus frappés. L'augmentation des factures du pétrole, des produits alimentaires et des fertilisants; la baisse de leurs propres exportations résultant de leur incapacité de concurrencer les puissances impérialistes dans une période de guerre commerciale intensifiée; la baisse de leur propre production industrielle qui découle de tous ces développements -- et qui entraîne, à son tour, des difficultés sérieuses pour acheter les matières premières nécessaires à la production industrielle normale --; les bénéfices excessifs et l'accumulation des réserves de nourriture réalisés par les classes dominantes locales; l'effondrement de la "révolution verte" par suite de la hausse importante des prix des fertilisants et des coûts de l'énergie -- tous ces facteurs ont entraîné un accroissement explosif de la misère, du sous-emploi et de la famine à la fois à la campagne et dans les villes.

Les ingrédients d'une explosion sociale sont donc rassemblés. Mais la crise de la direction prolétarienne qui est loin d'avoir trouvé une solution a accru le danger de voir les forces réactionnaires de droite prendre l'initiative pour résoudre la crise aux frais des masses, qui paieront pour cela en famine et en sang.

10 Le caractère non-capitaliste des économies des Etats ouvriers bureaucratisés a été confirmé de façon frappante -- contrairement à toutes les mystifications de la théo-



rie du "capitalisme d'Etat" -- par le fait qu'ils n'ont pas été pris dans le tourbillon du chômage de masse et de la baisse de la production qui engouffre tous les principaux pays capitalistes. D'un autre côté, ceux qui maintiennent la mystification parallèle du "socialisme dans un seul pays" rencontreront de nouvelles difficultés en cherchant à expliquer pourquoi ces prétendus pays "socialistes" ne peuvent pas couper complètement leurs liens avec le marché mondial, restant par là sujets aux effets de la récession capitaliste mondiale.

Ces effets peuvent être résumés en quatre points :

(a) La récession mondiale réduit les marchés d'exportations des Etats ouvriers bureaucratisés dans les pays capitalistes (excepté pour le pétrole, les céréales, le sucre), marchés d'exportation dont ces pays ont un besoin urgent pour augmenter leurs importations d'équipements modernes. La bureaucratie va chercher à compenser ce déclin relatif de ses marchés d'exportation en accélérant la recherche de prêts, en retour de quoi elle est disposée à payer le prix politique de ne pas exploiter la crise sociale croissante en occident. La bureaucratie a donné toutes les assurances possibles qu'elle ne cherchera pas à tourner la récession en une crise révolutionnaire et qu'elle veillera à ce que les Partis communistes fassent tout leur possible pour maintenir les travailleurs dans les limites du réformisme de collaboration de classe.

(b) La pénurie de pétrole et de céréales peut déranger certains plans des Etats ouvriers bureaucratisés, en particulier des pays gros importateurs de ces produits comme la République Démocratique Allemande (RDA) et Cuba. Dans ce cas, cela pourrait causer une chute du taux de croissance économique; en particulier en combinaison avec un déclin des exportations à l'Ouest.

(c) La pénurie de pétrole et de céréales, combinée aux effets de la récession, crée de nouvelles tensions dans les relations entre les différentes bureaucraties. Vendre le pétrole au prix du marché mondial aux autres Etats ouvriers (RDA, Cuba, Vietnam du Nord, Hongrie, etc.) devient si lucratif pour les bureaucraties exportatrices comme celles de l'URSS, de la Roumanie et de la Chine, qu'elles pourraient être accusées d'exploitation.

(d) Le changement de la situation économique mondiale stimule un certain intérêt chez les puissances impérialistes à se tourner vers les Etats ouvriers bureaucratisés, à la fois comme marchés pour les produits d'exportation et comme source de matières premières. La tendance à rechercher d'importants accords commerciaux, comme ceux déjà réalisés pour échanger du pétrole et du gaz naturel de l'URSS et de la Chine contre des oléoducs, des entreprises pétrochimiques, des raffineries de pétrole et des autres équipements, va s'accroître.

Cependant, quantitativement, cela n'est pas suffisant pour compenser les conséquences de la décélération de la croissance du volume du commerce mondial qui se produit actuellement. D'ailleurs, ces accords sont tellement à long terme que leurs effets se feront sentir après plusieurs années seulement.

11 Etant donné l'accroissement général des contradictions et des tensions politiques et sociales par suite de la récession mondiale, l'impérialisme sera toujours plus tenté de bloquer des explosions sociales par des guerres locales, d'"absorber" certains des principaux effets du déclin à long terme du taux de profit en accélérant la course à l'armement. Malgré la politique de détente et de coexistence pacifique poursuivie en toute sincérité par les bureaucraties staliniennes, il y a des régions du monde où, pour des raisons évidentes -- à savoir leur auto-défense -- les bureaucraties ne peuvent pas battre en retraite indéfiniment sans mettre en danger leur propre sécurité. Des fractions prêtes à adopter une politique de retraite illimitée face à l'agression renouvelée de l'impérialisme dans ces régions rencontreraient probablement une opposition très dure, en premier lieu de la part des directions militaires.

Le Moyen-Orient est, à l'évidence, une telle région de conflit potentiel aujourd'hui. La récession économique s'étendant à toute l'économie capitaliste internationale, combinée avec la hausse rapide des prix du pétrole, a créé un climat dangereux d'agression impérialiste, politique et économique, dans cette région. C'est la première fois depuis la récession de 1949 qu'une baisse sérieuse dans la situation économique de l'impérialisme a coïncidé avec une forte augmentation de la tension internationale dans une région où une confrontation militaire directe entre l'impérialisme et les armées du Pacte de Varsovie est possible.

Jusqu'à un certain point, l'impérialisme US peut manoeuvrer, marchander, exercer un chantage auprès des classes dominantes arabes et des dirigeants sionistes dans le but d'imposer un "accord" au Moyen-Orient, essentiellement aux dépens de la lutte de libération des masses palestiniennes. L'objectif de garder le contrôle du pétrole du Moyen-Orient doit être atteint par l'intermédiaire de sociétés mixtes avec les classes dominantes arabes, y compris des investissements de pétrodollars dans des entreprises occidentales, afin de mieux lier les dirigeants arabes à l'"ordre économique" du capitalisme international.

Les dirigeants sionistes ne sont pas simplement des marionnettes de l'impérialisme; ils ont leurs propres intérêts indépendants à défendre. Voyant que le temps travaille contre eux, que les rapports de force au Moyen-Orient pourraient devenir de plus en plus dé-

favorables au maintien d'un Etat colon dans cette région, ils pourraient être tentés d'exploiter une supériorité militaire temporaire à un moment donné pour frapper un coup préventif contre les pays arabes voisins. Dans le cas d'un échec partiel ou dans le cas d'une lourde riposte, ils peuvent avoir recours à des mesures extrêmes, y compris l'utilisation d'armes atomiques. Cela pourrait entraîner des conséquences incalculables, allant jusqu'à la participation des deux principales puissances nucléaires.

Le fait que la classe ouvrière internationale et les masses laborieuses y compris celles des Etats-Unis, soient fortement opposées à des aventures belliqueuses est un facteur dissuasif par rapport à de telles aventures désespérées de la classe capitaliste. Tout en ne sous-estimant pas les dangers d'une guerre

"étincelle" au Moyen-Orient, il est improbable que l'impérialisme cherche une confrontation militaire avec les Etats ouvriers bureaucratisés, tant que la classe ouvrière internationale n'a pas subi une défaite désastreuse.

Néanmoins, plus les difficultés du capitalisme mondial s'aggravent, plus les tensions sociales et politiques augmentent, plus certaines sections de la classe capitaliste tendent à intensifier les préparations de guerre et à jouer avec des aventures militaires. Soit le danger de guerre s'intensifiera et, avec lui le danger de la mise en place d'Etats "forts" et de dictatures anti-ouvrières, soit le prolétariat imposera sa solution pour mettre fin à l'agonie du capitalisme -- la conquête du pouvoir par les masses laborieuses, la victoire de la révolution socialiste.

BELGIQUE

UN SUCCES POUR LES OUVRIERS DE GLAVERBEL

Les travailleurs de l'usine du verre de Glaverbel, à Gilly/Charleroi, ont terminé avec succès leur grève de six semaines (voir INPRECOR N° 20) contre la décision de fermeture de l'entreprise par son propriétaire, le trust multinational B.S.N.. L'usine ne sera pas fermée. Il n'y aura pas de licenciements. Trois cents travailleurs ont reçu la garantie,

et de la part du patron et de la part du gouvernement, de rester au travail à Glaverbel-Gilly. Un tiers environ des travailleurs seront mutés dans d'autres entreprises de l'industrie verrière de la région, mutations qui seront volontaires, en accord avec les organisations syndicales et les intéressés, et avec maintien du même salaire et de tous les avantages ac-

quis. Le reste des travailleurs seront progressivement ramenés à Glaverbel-Gilly pour y exercer de nouvelles fonctions, dans un an au maximum. Ils continueront à être inscrits comme membres du personnel; il y aura partage du travail avec chômage partiel et les chômeurs partiels conservent la totalité de leur salaire (avec tous les avantages).

Comme l'a affirmé le camarade André Henry, délégué syndical à Glaverbel-Gilly, et membre du Comité Central de la LRT (Ligue Révolutionnaire des Travailleurs -- section belge de la IV^{ème} Internationale), dans une interview publiée dans La Gauche (hebdomadaire de la LRT) : "Sans notre lutte, il est bien clair qu'au premier février, l'usine aurait été fermée et il y aurait eu 600 travailleurs au chômage complet. La direction l'avait déclaré".

Après le cas de l'usine LIP à Besançon (France), il s'agit d'un des rares cas où les travailleurs ont réussi, ces dernières années, à empêcher la fermeture d'une entreprise et la mise au chômage d'ouvriers et d'employés grâce à leur lutte résolue, tenace et bien dirigée. Dans ce sens, la grève de Glaverbel et son succès constituent un combat exemplaire pour tous les travailleurs belges, ainsi qu'au-delà des frontières de ce pays.

Certes, la manière dont la grève de Glaverbel-Gilly s'est terminée ne constitue pas une victoire à 100%. Un des objectifs pour lesquels les grévistes de Gilly s'étaient battus était non seulement l'opposition à la fermeture de l'entreprise, mais encore l'opposition à tout démantèlement. Ce dernier objectif n'a pas été complètement atteint, puisqu'à l'usine même, l'emploi est réduit d'un tiers.

Il est clair que dans l'épreuve de force entre 600 travailleurs de la verrerie de Glaverbel et un trust multinational qui emploie plus de 70.000 personnes de par le monde, une victoire totale n'était possible que si la solidarité la plus large et la plus agissante s'organisait autour des ouvriers en lutte. Concrètement, le comité de grève de Glaverbel-Gilly et tous les travailleurs d'avant-garde de la région étaient d'avis que la victoire totale dépendait de l'organisation d'une grève au finish de tous les ouvriers du verre, épaulée par des grèves généralisées de tous les travailleurs de la région de Charleroi.

Or, la bureaucratie syndicale a manœuvré de manière à étouffer les efforts entrepris dans ce sens par toutes les forces syndicales et politiques combatives du mouvement ouvrier de Charleroi. Elle a dû accepter diverses manifestations et débrayages de solidarité avec les travailleurs verriers de Glaverbel-Gilly, dont la cause est extrêmement populaire dans toute la classe ouvrière de la région. Mais elle a réussi à canaliser cette solidarité dans des voies qui évitent l'épreuve de force avec le trust multinational B.S.N..

Ainsi, une manifestation monstre fut organisée le lundi 24 février à Charleroi, manifestation qui rassembla entre 30 et 40.000 travailleurs pour protester contre le chômage et la réduction de l'emploi dans la région. Mais rien ne fut fait pour placer l'appui aux travailleurs de Glaverbel-Gilly, jusqu'à la satisfaction pleine et entière de toutes leurs revendications, au centre de la manifestation. Et l'organisation de la manifestation fut utilisée pour contrecarrer le projet de grève générale à durée illimitée de l'ensemble de l'industrie du verre, pour lequel se battait le comité de grève de Glaverbel-Gilly, et qui aurait permis d'obliger le trust B.S.N. à céder à 100%.

Le fait que dans l'ensemble des usines du verre l'avant-garde ouvrière n'atteint pas encore le poids qu'elle a acquis à Glaverbel-Gilly a incontestablement aidé les manœuvres de la bureaucratie syndicale. Celle-ci a pu jouer sur la peur d'une extension des menaces de licenciement vers d'autres usines pour faire échec à l'organisation de la grève générale du verre.

Mais le succès de la grève de Glaverbel-Gilly aura des répercussions durables et profondes dans toutes les verreries, ainsi que dans d'autres usines de la région de Charleroi. Les ouvriers ont mis en place un comité de contrôle de l'application de l'accord, qui doit stimuler la vigilance des travailleurs et déjouer toutes les manœuvres patronales tendant à reprendre les concessions et les promesses qu'une lutte tenace leur a arrachées.

En assemblée générale, après un débat démocratique, les grévistes de Glaverbel-Gilly ont approuvé l'accord à l'unanimité moins une voix. Ils ont repris le travail en rentrant dans l'usine en cortège, drapeau rouge en tête, et chantant l'Internationale. Leur combativité, leur confiance en leurs propres forces, sortent considérablement renforcées de cette lutte couronnée de succès. Un incident survenu dès le lendemain de la reprise du travail en témoigne.

Un secrétaire syndical avait, de sa propre autorité, et sans consulter ni la délégation syndicale ni les travailleurs concernés, signé une ajoute au protocole d'accord, dans laquelle il s'engagea à restituer aux patrons le "fonds de combat" que les travailleurs de Glaverbel-Gilly avaient rassemblé en vendant le verre qu'ils avaient produit sous leur propre direction au cours de la grève avec occupation.

Dès que l'information fut connue à l'usine, l'indignation des travailleurs fut si grande qu'une nouvelle grève fut décidée sur le champ. Les travailleurs décidèrent immédiatement de partager le "butin de guerre" entre tous les travailleurs de l'usine. Le délégué syndical, sommé de s'expliquer, capitula devant la combativité ouvrière résolue. Le trust B.S.N. qui avait pourtant fait de la question de la vente de

la production par les grévistes une question de principe à trancher par la justice bourgeoise, n'insista pas, lui non plus. L'ajoute au protocole d'accord fut jetée aux oubliettes.

Maintenant, l'attention dans la région de Charleroi se déplace vers les Ateliers Hanrez, où les travailleurs se battent depuis des semaines contre le licenciement par le patron d'un militant syndical combatif. Jeudi 28 février, des milliers de travailleurs de toute la région de Charleroi ont arrêté le travail pendant une heure pour marquer leur solidarité avec les ouvriers des Ateliers Hanrez.

La montée des luttes ouvrières en Belgique se précise d'ailleurs dans de nombreux secteurs, bien qu'elle reste encore modérée comparée à ce qui se passe dans d'autres pays de l'Europe capitaliste.

Ainsi, il y a eu ces dernières semaines des grèves d'avertissement dans l'industrie du pétrole et dans l'enseignement. Les ouvriers de l'usine Allard, dans la région de Mons, occupent leur usine pour combattre un projet de licenciement de 200 ouvriers. Le mercredi 19 février, il y eut une grève spontanée dans deux usines métallurgiques de la région de Bruges. Chez Caterpillar, dans la région de Grimbergen (grande banlieue bruxelloise), les ouvriers ont fait quatre semaines de grève. Le samedi 1er mars, les postiers

ont refusé de distribuer le courrier dans toute la Belgique. Chez Solvay-Solvic, dans la région de Mons, une grève a éclaté au début de cette semaine. Au département Ferblatilt-Tolmatil du grand trust sidérurgique Cockerill à Liège, 1.500 travailleurs ont fait grève pour protester contre le licenciement de 80 travailleurs "temporaires", etc.. Le nombre de "points chauds" se multiplie.

Le fait que le parti social-démocrate PSB soit dans l'opposition et encourage (fort modérément d'ailleurs) des mobilisations limitées de masse contre le gouvernement de droit actuellement au pouvoir en Belgique contribue à échauffer le climat de lutte qui se développe pour le moment dans le pays. Afin de canaliser ces luttes vers des objectifs électoralistes et parlementaires, le PSB organise une "grande manifestation nationale" le 15 mars 1975. Celle-ci n'a cependant pas reçu l'appui inconditionnel de la part de la bureaucratie syndicale sur lequel comptaient les dirigeants sociaux-démocrates. Les syndicats voudraient centrer la lutte sur des garanties contre les licenciements et les fermetures d'entreprises. Or, le PSB qui s'apprête à rentrer au gouvernement à la première occasion venue n'ose pas s'avancer trop loin dans la voie de telles garanties.

P. G.

nouvelles du mouvement ouvrier et de l'internationale

les réformistes annulent la grève générale

Les dirigeants des syndicats contrôlés par les partis réformistes LSSP et PC (Moscou), associés au gouvernement de coalition avec le parti bourgeois SLFP, ont, une fois de plus capitulé devant Mme Bandaranaike et la bourgeoisie. Le 29 janvier 1975, ils ont retiré l'appel à la grève générale de 24 heures (voir INPRECOR N° 19) lancé pour le 31 janvier. La justification du retrait est fournie par le fait que le cabinet de Mme Bandaranaike a satisfait partiellement une seule des 28 revendications avancées par le mouvement syndical cinghalais depuis 1973, et des 3 revendications "urgentes"

avancées en janvier 1975, à savoir l'augmentation unique des salaires de tous les travailleurs (et pensionnés) du Sri Lanka qui gagnent moins de 800 roupées par mois de 25 roupées (les syndicats avaient demandé une augmentation de 75 roupées par mois). Le gouvernement a, en outre, accepté d'ouvrir des négociations sur l'échelle mobile des salaires et la nationalisation des industries de base, sans s'engager cependant de manière précise sur ces questions.

Le C. M. U. (Ceylon Mercantile Union -- Syndicat des Travailleurs du Commerce de Cey-

SRI LANKA

lan), la seule centrale syndicale qui échappe au contrôle des partis gouvernementaux en dehors des syndicats des travailleurs des plantations, avait accepté de se joindre à la grève générale du 31 janvier, tout en exprimant sa méfiance à l'égard de la volonté des dirigeants réformistes de se battre réellement. Après la capitulation de ces dirigeants il a maintenu l'appel à la grève de 24 heures pour le 31 janvier, appel approuvé à l'unanimité moins trois voix lors d'une assemblée générale de masse qui s'est tenue dans le Hyde Park de Colombo, le 29 janvier.

Le camarade Bala Tampoe, qui rapporta devant l'assemblée, affirma que les dirigeants réformistes n'avaient jamais eu l'intention de déclencher réellement une grève générale le 31 janvier, mais avaient simplement manœuvré en vue de canaliser le mécontentement croissant des masses laborieuses. Il rappela également que le contrat collectif conclu par le CMU dans le secteur public comporta, dès 1966, la clause de l'échelle mobile, alors que les travailleurs du secteur public organisés par les syndicats contrôlés par les partis du gouvernement ne jouissaient pas encore de cette clause jusqu'à ce jour.

30 janvier 1975



Voici l'appel en faveur de la grève générale de 24 heures lancé le 20 janvier 1975 par le Conseil Général du C. M. U. :

"Le Conseil Général n'a pas de raison de penser que le Comité de Coordination des Organisations Syndicales (Joint Committee of Trade Union Organizations) a lancé un appel à la grève générale de 24 heures pour le 31 janvier dans l'intérêt de la classe ouvrière, même s'il dit avoir appelé "toute la classe ouvrière organisée à se joindre à la lutte pour les trois revendications immédiates" qu'il affirme avoir soumises au gouvernement.

"Le Conseil Général est d'avis que le Comité de Coordination des Organisations Syndicales est incapable de déclencher une "lutte" réelle sur les revendications qu'il a choisies comme "immédiates", parce qu'il est contrôlé par les trois partis représentés au gouvernement. à savoir le LSSP, le SLFP et le PC (Moscou). Le Comité de Coordination est essentiellement un instrument du gouvernement, dont la politique fondamentale consiste à maintenir le pouvoir capitaliste dans ce pays aux dépens de la classe ouvrière et des larges masses laborieuses, et en réprimant toute forme d'action de masse. Cela est évident à la lumière du maintien de l'Etat d'urgence, longtemps après la répression sanglante du J. V. P. en 1971, ce qui implique la suppression continue de droits dé-

mocratiques fondamentaux et de libertés civiles, y compris le droit de grève des travailleurs, alors que les lock-out patronaux sont librement permis. La politique réactionnaire du gouvernement par rapport à la classe ouvrière a également été manifestée par le décret d'urgence qui permet aux patrons d'allonger la journée de travail normale au-delà des 8 heures sans paiement d'heures supplémentaires, dans le cadre de la conversion de la semaine de travail de 6 à 5 jours.

"La subordination politique de la direction du Comité de Coordination à la politique réactionnaire du gouvernement a été confirmée par le fait qu'il a seulement protesté contre le décret anti-grève touchant les Services vitaux lorsque celui-ci a été appliqué aux travailleurs appartenant à leurs syndicats, et lorsque le pouvoir du premier ministre d'interdire des manifestations sous le prétexte de l'Etat d'urgence a été utilisé contre eux, comme ce fut le cas lors de l'interdiction de la manifestation organisée par la Ceylon Federation of Labour (Fédération Ceylanaise du Travail, syndicat contrôlé par le LSSP -- Inprecor) pour le 16 novembre 1974. Lorsque ces décrets réactionnaires furent appliqués pour étendre la journée de travail de huit heures sans paiement d'heures supplémentaires, ils n'ont pas avancé la moindre protestation... Même aujourd'hui, ils ont complètement ignoré la revendication de suspension de l'Etat d'urgence et de restauration des droits démocratiques et des libertés civiles du peuple, y compris le droit de grève. Ils ne sont même pas prêts à inclure le rétablissement de la liberté de manifestation dans la liste des revendications soumises au gouvernement...

"Le Conseil Général estime néanmoins que le fait que le Comité de Coordination a appelé à la grève générale de 24 heures pour le 31 janvier, sur des revendications qui sont importantes pour la classe ouvrière, offre à notre syndicat et à d'autres, l'occasion de centrer l'opinion des masses non seulement sur les revendications du Comité de Coordination mais encore sur d'autres, qui sont d'une importance vitale pour la classe ouvrière et les masses, en organisant une grève générale de 24 heures sur ces revendications ainsi que les trois revendications avancées par le Comité de Coordination pour le 31 janvier.

"Le Conseil Général estime qu'il est impératif que la classe ouvrière comprenne que la revendication la plus immédiate et fondamentale qui s'impose à présent, non seulement dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais encore dans celui des masses les plus larges de notre peuple exploité et souffrant, c'est la fin de l'Etat d'urgence et la restauration des libertés fondamentales du peuple.

" Le Conseil Général estime également qu'il est important de réaliser immédiatement la revendication de production obligatoire de vi-

vres dans toutes les plantations comme pendant la seconde guerre mondiale, vu la nécessité de réduire immédiatement le danger d'une famine massive, et vu la menace de nouveaux coups portés à l'estomac des masses cette année, sous prétexte d'une production insuffisante de vivres dans l'île et le prix élevé des vivres sur le marché mondial,

"Pour la classe ouvrière, en plus de la revendication d'une augmentation immédiate générale des salaires et d'une augmentation automatique de ceux-ci avec chaque augmentation d'un point de l'indice du coût de la vie, le rétablissement du droit de grève, l'interdiction des lock-out patronaux, de même que la revendication du rétablissement de la journée de travail limitée à 8 heures par jour par la loi, sont également d'importance immédiate.

"La revendication déjà publiée par notre syndicat dans sa campagne de signatures et de réunions de masse tenues les 26 juillet 1973, 20 décembre 1973 et 14 mars 1974, que des rations adéquates de vivres essentielles soient garanties à des prix raisonnables, doit maintenant aussi être avancée aussi largement que possible par toutes les organisations de masse y compris les syndicats.

"Les revendications peuvent donc être résumées ainsi :

- (1) Fin de l'Etat d'urgence et rétablissement des droits démocratiques et des libertés civiles, y compris le droit de grève;
- (2) Annulation de la législation répressive et réactionnaire telle la loi sur la Sécurité Publique et la Loi sur la Commission de Justice Criminelle;

- (3) Libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques,
- (4) Réintégration de tous les travailleurs licenciés par l'application du Décret sur les Services vitaux, et rétablissement de tous les droits enlevés aux travailleurs sous le couvert de l'Etat d'urgence;
- (5) Production obligatoire de vivres dans les plantations;
- (6) Garantie des rations de vivres essentielles à des prix raisonnables;
- (7) Rétablissement de la durée maximum légale de la journée de travail de huit heures;
- (8) Augmentation générale des salaires égale pour tous de 75 roupées;
- (9) Augmentation automatique des salaires de 2.5 roupées par point d'augmentation de l'indice du coût de la vie;
- (10) Nationalisation des banques, des plantations et des principales industries, sous contrôle ouvrier et non sous gestion bureaucratique de l'Etat capitaliste.

"Le Conseil Général a décidé de placer les revendications mentionnées plus haut devant tout le pays à l'occasion de la grève générale de 24 heures du 31 janvier. Il a confiance que notre action ce jour-là, et autour de ces revendications, non seulement élargira l'action de la classe ouvrière organisée, mais servira aussi à élever la conscience de classe des travailleurs, et contribuera à leur faire comprendre la nécessité d'unir leurs forces sous leur propre drapeau, pour une action efficace contre l'exploitation capitaliste et l'oppression sous l'actuel gouvernement ou sous tout autre gouvernement capitaliste qui pourrait le remplacer".

FINLANDE

publication d'un journal trotskiste

Le premier journal marxiste-révolutionnaire jamais publié en finlandais a commencé à paraître en février. Il s'appelle Neuvostovalta (Pouvoir des Soviëts). Ce nouveau journal sera un instrument essentiel pour le petit noyau marxiste-révolutionnaire qui existe dans le pays et l'aidera à se développer pour devenir une organisation capable de commencer à influencer la vie politique en Finlande.

Dans le premier numéro, les camarades expliquent que ce magazine se consacrera essentiellement à l'analyse théorique et pratique des partis politiques traditionnels de la classe ouvrière en Finlande. Cette tâche est particulièrement nécessaire étant donné que le parti stalinien a éduqué les jeunes générations ouvrières et étudiantes dans une optique nationaliste extrêmement étroite.

En plus de l'éditorial expliquant le rôle de Neuvostovalta, le premier numéro contient des articles sur les luttes ouvrières en Finlande, une polémique avec les staliniens sur l'histoire du PC, une critique des comités de solidarité Chili dirigés par le PC, et des articles sur l'Espagne et le Moyen-Orient.

Nous saluons nos camarades finlandais et leur premier pas important vers la création d'une organisation marxiste-révolutionnaire qui pourra reprendre à son compte les traditions et l'histoire héroïques de la classe ouvrière finlandaise.



Une vue de la conférence contre le racisme, le 14 février à Boston.

marche contre le racisme le 17 mai

Depuis le début de l'année scolaire, la communauté noire de Boston a été la cible d'attaques racistes visant à empêcher le "busing" (transport en autobus) des écoliers noirs vers les écoles blanches, mesure judiciaire qui avait été décidée pour impulser la déségrégation des écoles municipales. L'intimidation des Noirs a été presque quotidienne, l'offensive raciste atteignant parfois le niveau du lynchage. L'effervescence raciste de Boston est vite devenue un problème national auquel les mouvements de gauche et noirs ont commencé à répondre. Le 12 décembre à Boston, plus de 12.000 personnes participèrent à une marche nationale contre le racisme. Après la marche un groupe d'environ 250 étudiants se réunit pour appeler une conférence contre le racisme à Boston le 14 février.

ce et votèrent la création d'une nouvelle organisation : la Coalition Etudiante Nationale Contre le Racisme (National Student Coalition Against Racism -- NSCAR). La nouvelle organisation décida de soutenir la marche nationale prévue pour le 17 mai à Boston et qui était appelée par l'Association Nationale pour le Progrès des Gens de Couleur (National Association for the Advancement of Coloured People), le plus ancien mouvements américains pour les droits civiques, fondé en 1909. Pour la marche, la NSCAR adopta les mots d'ordre suivants : "Déségrégation immédiate des écoles de Boston !", "Faites rouler les bus !", "Halte aux attaques racistes contre les écoliers noirs !". Le 4 avril, jour anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King, la NSCAR lancera six semaines de campagne pour la marche du 17 mai avec des manifestations locales et des conférences.

2000 personnes prirent part à cette conférence.

PRAXIS SUPPRIMEE!

La revue Praxis, qui fut pendant de longues années le centre de réflexion principal des marxistes yougoslaves, a été brutalement supprimée par la bureaucratie régnante. Ainsi se précise le cours plus répressif du régime yougoslave, de plus en plus tourné contre la gauche.

Le revue Praxis fut publiée, à partir de 1965, par le département de philosophie de l'université de Zagreb. Parmi ses rédacteurs, il y a non seulement quelques uns des marxistes les plus doués du pays, mais encore de vieux combattants chevronnés du PC yougoslave qui s'étaient trouvés à l'avant-garde de la guerre des partisans pendant l'occupation nazie.

Les rédacteurs de la revue étaient des partisans résolus de l'autogestion, des adversaires irrécyclables tant du centralisme bureaucratique à la stalinienne que des tendances pro-bourgeoises et pro-capitalistes. Ils avaient notamment combattu la renaissance du nationalisme croate, longtemps avant que les dirigeants de la Ligue Communiste Yougoslave ne daignent se préoccuper de ce phénomène.

Mais les rédacteurs de Praxis refusaient d'être les apologistes inconditionnels de toutes les déformations, contraires aux intérêts des travailleurs et du socialisme, que le régime bureaucratique yougoslave avait suscitées ou tolérées. De même que les huit professeurs critiques de l'université de Beograd, licenciés

par les autorités en violation flagrante des principes de l'autogestion, ils dénoncèrent notamment les méfaits de l'"économie socialiste de marché", la montée de l'inégalité sociale et des privilèges matériels, les abus de pouvoir et la corruption de la bureaucratie régnante, le retour au chômage et l'affaiblissement de l'autogestion par suite du monopole du pouvoir dans les mains de la bureaucratie. C'est ce combat courageux que leur reproche le groupe au pouvoir.

La revue Praxis, pas plus que les professeurs de Beograd, ne partage les positions trotskystes. Les accusations qui furent lancées contre elle à ce propos, au dernier Plenum du Comité Central de la LCY, étaient sans fondement.

Les dirigeants de la LCY le savent parfaitement. Mais les marxistes-révolutionnaires, fidèles aux principes de la solidarité internationale prolétarienne et de la démocratie socialiste la plus large, appuient et appuieront le combat des professeurs et étudiants de Beograd et de Zagreb contre toutes les violations de la légalité socialiste, contre tout retour aux mesures administratives et répressives pour trancher des débats idéologiques, contre toute suppression de courants politiques qui s'insèrent clairement dans la lutte pour la construction du socialisme.

L'expérience de la revue Praxis confirme ce que la IVème Internationale ne cesse d'affirmer depuis des années. Une véritable autogestion ouvrière réclame l'exercice du pouvoir par les conseils ouvriers et leurs congrès, tant sur le plan politique que sur le plan économique, tant au niveau des entreprises qu'à celui des localités, des régions et du pays tout entier. Elle exige la démocratie socialiste la plus large et la fin de tout monopole du pouvoir entre les mains d'un seul groupe politique, qui ne peut être que la courroie de transmission des intérêts et des appétits de la bureaucratie privilégiée, fondamentalement hostile à l'autogestion.

Suite de la page 48

dictoire avec "le dynamisme du commerce entre la junte chilienne et la tchécoslovaquie, ainsi qu'avec le refus de la Tchécoslovaquie d'offrir l'asile aux réfugiés chiliens". Le manifeste conclut en affirmant que les véritables amis de la résistance chilienne sont ceux qui ont été réprimés par le régime pour avoir agi en accord avec leurs convictions socialistes... en Tchécoslovaquie. Ce manifeste n'a bien sûr pas été publié par la presse officielle tchécoslovaque; par contre, il a attiré sur ses signataires les foudres de la police secrète qui n'a pas tardé à arrêter quatre d'entre eux. Bien que toujours poursuivis, trois sont aujourd'hui en liberté provisoire. Seul Dejmal reste en prison. Aux dernières nouvelles, le procès aurait débuté début février, puis aurait été suspendu. Il devrait reprendre incessamment et se terminer par une lourde condamnation.

Mais plus que la condamnation elle-même, ce qui est à craindre par dessus tout c'est la pression psychologique des méthodes policières face auxquelles Ivan Dejmal, seul, va se retrouver. Sans la solidarité de l'opinion publique progressiste et démocratique, l'espoir de sauver la vie de Ivan Dejmal est faible. Très faible. Après tout, ce ne serait pas le premier prisonnier politique des années 70 à avoir, en se suicidant, "choisi la liberté" tout en restant en Tchécoslovaquie !

IL FAUT LE SAUVER !
LIBERTE POUR IVAN DEJMAL !
SOLIDARITE AVEC TOUS LES PRISONNIERS
POLITIQUES DE TCHECOSLOVAQUIE !

Tibor Sereti
5 mars 1975

liberté pour Ivan Dejmal

Une des affirmations préférées du gouvernement tchécoslovaque à l'ombre des chars soviétique est qu'il ne doit sa victoire sur les "opportunistes" et autres "révisionnistes" qu'à l'emploi exclusifs de moyens qui appartiennent au domaine de la persuasion politique. Sans même parler de l'armée d'occupation soviétique qui, avec encore aujourd'hui près de 100.000 soldats, représente un argument tout à fait décisif, il reste de nombreux autres moyens qui permettent aux puissants de garder leur pouvoir. Si le nombre des emprisonnés et des condamnés témoigne de leur efficacité, la manière dont l'appareil de répression essaie de se débarrasser des gêneurs est tout aussi significative.

Ainsi, tel est le cas d'Ivan Dejmal, âgé de 28 ans, qui est aujourd'hui en prison et en danger. Il est vrai que ce n'est pas la première fois puisque la machine se mit en route contre lui dès 1970. Cette année-là, peu de temps avant d'avoir terminé ses études à l'Ecole Supérieure d'Agriculture, il fut arrêté et inculpé pour appartenance au Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire. L'arrestation de ceux que le gouvernement tchécoslovaque appela "le groupe trotskyste Petr Uhl et Cie" devait ouvrir la série des procès de la normalisation. Comme tous ses coinculpés, Dejmal resta en détention préventive un an et demi dans d'incroyables conditions, ce qui ne l'empêcha pas de se conduire avec courage face à toutes les pressions psychologiques et physiques des magistrats instructeurs de la police secrète. Il s'agissait, pour ces derniers, de prouver que le MJR avait pour but de "créer des crises politiques", et, pour cela, la presse tchécoslovaque, reprise en main par les normalisateurs, ne lésina pas sur les moyens et la propagande, allant même jusqu'à affirmer que, "comme Trotsky, ses héritiers (c'est-à-dire les inculpés -- Inprecor) reçoivent des subventions qui se chiffrent par millions, qui dépassent les possibilités

des individus, et dont le FBI et la CIA doivent bien avoir connaissance".

Devant ses juges, Dejmal fit tout pour ne pas se rendre complice de la farce préfabriquée qu'il constituait son procès. Sa conduite provoqua une telle colère des organes de répression, qu'à l'expiration de sa peine de 2 ans d'emprisonnement, et malgré sa mauvaise condition physique, (il a eu des ennuis biliaires et souffre des suites d'une jaunisse), Ivan Djemal fut appelé au service militaire. Sortant de prison, il n'était pas un militaire comme les autres, mais un "politique" qu'il fallait garder à l'oeil en permanence. Entravé à chaque pas par des interdictions de toutes sortes, entouré à chaque moment par une nuée de mouchards, Ivan Djemal n'y tint plus et durant l'été 1974, fit une tentative de suicide. La pression psychologique, sciemment orchestrée par la police secrète, semblait avoir atteint son but.

Après quelques semaines de "traitement" dans le département psychiatrique de l'hôpital militaire de Prague (où les conditions sont à peu près identiques à celles d'une prison), Ivan Djemal fut renvoyé à son unité. Il ne fallut qu'une semaine à la police secrète pour le ramener en prison. Avec cette fois, en guise d'inculpation, un motif susceptible de l'y retenir 3 ans : atteinte au moral des troupes. L'acharnement de la police contre Sejmal s'explique aisément lorsque l'on sait qu'il est, avec une trentaine d'anciens prisonniers politiques de la normalisation, l'un des signataires du courageux manifeste de solidarité aux travailleurs et démocrates chiliens (voir INPRECOR N° 9, 3 octobre 1974). Ce manifeste, largement diffusé dans la presse internationale, distribué même clandestinement au Chili, critique violemment les autorités tchécoslovaques, dont l'inquiétude officielle et hypocrite pour les victimes de la répression au Chili n'est pas contra-

Suite page 47